Programme 2001

À sa vingt-quatrième session en février 2001, le Conseil des gouverneurs a approuvé un document intitulé Partenariats pour éradiquer la pauvreté rurale – Rapport de la Consultation chargée d'examiner l'adéquation des ressources dont dispose le FIDA, 2000-2001. Ce document comporte un Plan d'action visant à améliorer les opérations du Fonds en ce qui concerne la performance du portefeuille de projets et l'évaluation de l'impact, la gestion des savoirs, l'environnement politique et institutionnel, et les partenariats stratégiques.

La performance du portefeuille de projets et l'évaluation de l'impact se sont considérablement améliorées suite à une étude du FIDA. Pour ce qui est de la performance du portefeuille de projets, cet examen a débouché sur la publication en avril d'un rapport d'atelier sur les *Approches participatives propres à orienter le cycle des projets sur l'impact*, suivie en juin par l'introduction d'un document de conception et dossier clé unifié. Les principaux changements envisagés prévoient l'allocation de ressources accrues aux premiers stades de la conception des projets, le renforcement du rôle des équipes d'élaboration de projets, en particulier dans les domaines de la gestion des savoirs et des échanges d'expérience interrégionaux, une plus grande souplesse dans la conception et l'exécution des projets, une intensification des efforts de sensibilisation à l'importance de l'impact, des partenariats plus synergiques pour l'élaboration et l'exécution de projets, l'intégration d'éléments essentiels à l'apprentissage en plus grand nombre et de meilleure qualité, tels que la gestion des savoirs et le suivi et l'évaluation (S&E), et la redéfinition du rôle des institutions coopérantes. Le document de conception et dossier clé unifié assure le lien entre les analyses du cadre logique, les diagnostics de la pauvreté et des groupes cibles, le diagnostic analytique et institutionnel des partenaires des projets, la matrice des rôles des parties prenantes, et le résumé des opérations des autres donateurs et des partenariats dans les zones des projets.

En ce qui concerne les mesures visant à améliorer l'évaluation de l'impact, les responsables de projets du FIDA ont élaboré en collaboration avec leurs partenaires nationaux et internationaux, pendant un atelier qui s'est déroulé en octobre, une nouvelle méthodologie d'évaluation de l'impact et un guide pratique pour le suivi et l'évaluation à l'appui d'une gestion orientée vers l'impact. Cette initiative devrait permettre d'améliorer l'évaluation et l'analyse de l'impact, d'unifier le bilan des résultats et de la performance des projets achevés, et de donner des indications précises sur la contribution des projets du FIDA aux objectifs de développement du Millénaire. Basée sur le *Rapport 2001 sur la pauvreté rurale* et le Cadre stratégique du FIDA pour 2002-2006, la méthodologie comporte des indicateurs normalisés applicables aux actifs physiques, financiers et humains, au capital social et à l'autonomisation des populations, à la sécurité alimentaire, à l'environnement et aux bases de ressources collectives, ainsi qu'aux politiques institutionnelles et aux cadres réglementaires. Elle donnera les éléments de base du rapport que le FIDA compte préparer chaque année à partir de 2003 sur l'évaluation de l'impact et l'efficacité du développement. Le guide, lui, répond à la nécessité unanimement reconnue au FIDA d'élaborer de nouvelles directives, plus pratiques, afin d'améliorer le suivi et l'évaluation (S&E) au niveau des projets. Il a été mis au point, dans le cadre d'un partenariat associant membres du FIDA et représentants des institutions coopérantes, des visites à 30 projets dans 16 pays et un atelier de deux jours pour permettre aux principales parties prenantes d'examiner la première version. Le prototype du guide va être testé sur le terrain en 2002 et adapté pour prendre en compte les diversités régionales.

En 2001, une formation interne sur l'évaluation de l'impact a été dispensée au personnel de terrain grâce au don d'assistance technique en faveur du programme visant à privilégier l'impact dans la gestion du cycle des projets. Par ailleurs, tous les ateliers sur l'exécution des projets organisés pendant l'année étaient centrés sur l'évaluation de l'impact.

encadré 6

> Évaluation de la capacité du FIDA en tant que promoteur d'innovations reproductibles

Un aspect important du rôle de catalyseur joué par le FIDA dans la réduction de la pauvreté est son aptitude à identifier, valider et promouvoir des innovations efficaces et reproductibles. Le plan d'action recommandait, dans un premier temps, "d'élaborer une méthodologie et d'évaluer les capacités du FIDA en tant que promoteur d'innovations reproductibles dans le domaine de la réduction de la pauvreté en coopération avec d'autres partenaires." Cette évaluation a été achevée en 2001 avec un cofinancement de la Direction du développement et de la coopération suisse et de l'Agence finlandaise de développement international. Il ressort de cette étude que les approches novatrices fructueuses présentent les caractéristiques suivantes:

- elles suivent un processus structuré comportant des stades séquentiels précis;
- elles répondent à un besoin partagé par une grande majorité des pauvres;
- elles tirent parti des savoirs traditionnels, des technologies, des pratiques et des normes socioculturelles;
- elles présentent des avantages évidents pour les agriculteurs et donnent rapidement des résultats tangibles;
- elles sont d'un coût financier et social tolérable et exigent une main-d'œuvre raisonnable;
- elles encouragent des innovations relativement simples peu susceptibles d'éveiller la méfiance;
- elles proposent des innovations ayant déjà fait leur preuve afin de réduire les aléas et les risques;
- elles s'appuient sur l'échange des savoirs entre agriculteurs de la zone du projet et de différentes régions;
- elles supposent une conception souple des projets permettant de procéder aux ajustements nécessaires en cours d'exécution; et
- elles bénéficient d'un environnement favorable et de partenariats efficaces.

Les aspects interdépendants tels que participation, développement institutionnel, politiques favorables aux pauvres, environnement, sécurité des ménages et équité entre les sexes sont plus pleinement pris en compte dans les projets financés par le Fonds. Ainsi, les mesures anthropométriques de la malnutrition et les indicateurs ventilés par sexe ont été introduits à titre expérimental pour quantifier avec précision le suivi de l'impact des projets. De plus, les examens de la performance et de l'impact du portefeuille de projets ont été affinés avec l'adoption d'un modèle de rapport d'avancement plus pointu, la récente mise au point d'une fiche analytique du portefeuille de pays et l'élaboration de nouvelles directives pour l'établissement des rapports d'achèvement.

On a créé une unité de facilitation et d'appui pour la gestion des savoirs et préparé une version préliminaire de la stratégie de gestion des savoirs. Cette stratégie vise à faire du FIDA une institution mondialement reconnue dans le domaine des savoirs sur la pauvreté rurale et à améliorer l'efficacité de ses opérations en renforçant les pratiques de gestion des savoirs à tous les niveaux de l'organisation. Des groupes de travail internes ont examiné les aspects conceptuels et opérationnels de la gestion des savoirs et préconisé que: i) le FIDA concentre ses efforts en matière de gestion des savoirs sur un nombre limité de domaines techniques qui se rattachent au cadre stratégique du Fonds et à ses opérations sur le terrain, concourent à la réduction de la pauvreté rurale, présentent un caractère novateur et permettent au FIDA de contribuer de manière significative à la base de connaissances mondiales; ii) le partage des savoirs fasse partie des compétences fondamentales du personnel du FIDA.

Au nombre des initiatives de gestion des savoirs en cours, il convient de citer les réseaux électroniques régionaux FIDAMERICA (Amérique latine et Caraïbes) et ENRAP (Asie et Pacifique), ainsi que FIDAFRIQUE (Afrique de l'Ouest et du Centre), dont la création est plus récente.

OE procède actuellement à l'élaboration de profils, qui sont de brèves évaluations de 500 à 700 mots, tandis qu'un autre document de synthèse, l'Aperçu, vise à mettre en exergue un enseignement clé ou une conclusion découlant d'une évaluation thématique ou d'une évaluation de programme de pays. Les aperçus deviendront, à terme, le principal élément de savoir du système informatisé de données d'évaluation (EKSYST), qui est actuellement en cours de restructuration et de modernisation. De plus, un service d'aide à l'évaluation est mis en route pour répondre aux demandes reçues par écrit, téléphone ou courrier électronique.

L'unité technique du Fonds a continué à encourager le développement et la diffusion de technologies "adaptées aux pauvres" avec la production de notes de conseils techniques et de notes sur les savoirs. Les premières présentent à la communauté élargie du développement des technologies utiles aux pauvres, et les secondes concourent à la conception des projets en détaillant les options techniques, validées par une recherche participative à assise communautaire, qui pourraient déboucher sur des solutions reproductibles.

Le FIDA a élaboré un cadre conceptuel pour l'analyse institutionnelle et la concertation afin d'infléchir davantage les politiques en faveur des pauvres, et d'établir des institutions qui servent et représentent les pauvres. Ce cadre qui se fonde sur l'expérience pratique tirée des projets financés par le FIDA a pour thèmes principaux la finance rurale, la décentralisation et le développement à assise communautaire, la prestation de services, le régime foncier et la gestion des ressources naturelles, en particulier l'eau et les parcours.

En matière de concertation, l'identification des domaines et des perspectives a été renforcée par l'utilisation des exposés des options et des stratégies d'intervention par pays (COSOP), qui sont les documents de gestion essentiels pour la formulation des programmes financés par le FIDA dans les États membres. Les COSOP sont de plus en plus souvent élaborés au cours d'ateliers et autres forums organisés dans le pays concerné, de manière à assurer la participation et la représentation de toutes les parties prenantes et des bénéficiaires potentiels.

Les évaluations de programmes de pays et les évaluations thématiques contribuent également à la concertation et à la formulation des COSOP. Leur dernière étape consiste, dans le cadre d'ateliers et de tables rondes organisés aux niveaux national ou régional, à débattre des recommandations clés, des enseignements tirés et des grandes orientations découlant de l'évaluation considérée. Les domaines d'action sont très variables. Au Viet Nam, par exemple, ils portaient sur l'organisation et la gestion du financement rural, la problématique hommes-femmes et la décentralisation, tandis qu'au Sri Lanka ils intéressaient le ciblage et les arrangements institutionnels favorisant la mobilisation sociale. L'atelier EPP de Syrie s'est penché sur les implications politiques – compte tenu de l'expérience du FIDA dans le pays – d'une stratégie nationale de lutte contre la pauvreté, sur la société civile et le développement, la problématique hommes-femmes, les services de finance rurale, l'évaluation de l'impact sur l'environnement, la diversification de l'agriculture et la commercialisation, et aussi sur la mise en valeur et la gestion des ressources en eau.

Enfin, des partenariats stratégiques sont constitués à l'échelon des projets ou aux niveaux national et international. Le FIDA s'est associé à des partenariats pluralistes, dans plusieurs pays et sous diverses formes – y compris le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (UNDAF) et le Cadre de développement intégré et a également collaboré avec la Banque mondiale à l'élaboration des documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté. Une nouvelle initiative de partenariat FIDA/Banque mondiale, centrée essentiellement sur la concertation, le plaidoyer et des opérations spécifiques de pays, a été étudiée au niveau de la haute direction.

S'agissant des partenariats avec des institutions intergouvernementales, il convient de citer à titre d'exemple la participation du FIDA à la troisième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés (LDC-III), qui s'est tenue à Bruxelles en mai, et au cours de laquelle le Fonds a affirmé sa conviction que l'éradication de la pauvreté rurale devait être l'objectif primordial des efforts de développement dans ces pays. Le Fonds a également pris part à diverses manifestations de haut niveau portant sur les objectifs de développement du Millénaire, comme le forum Nations Unies (ONU)/Banque mondiale/Fonds Monétaire International (FMI)/OCDE. Les trois institutions s'occupant de l'alimentation et ayant leur siège à Rome, le FIDA, la FAO et le PAM, ont collaboré à l'élaboration d'un programme commun qui sera présenté à la Conférence Internationale des Nations Unies sur le financement du développement. En outre, les responsables des trois organisations ont présenté la quatrième édition de la publication conjointe intitulée *Travailler ensemble pour combattre la faim et la pauvreté* lors de la conférence de la FAO en novembre. Alarmé par les corrélations entre le VIH/sida et la pauvreté rurale, le FIDA a participé à la session spéciale de l'assemblée générale des Nations Unies sur le VIH/sida en juin et a signé un mémorandum d'accord avec le secrétariat de l'ONUSIDA en septembre. Les deux organismes vont collaborer pour identifier et promouvoir les meilleures pratiques susceptibles d'atténuer l'impact de l'épidémie, en particulier sur les ruraux pauvres. Enfin, le FIDA a examiné de nouvelles perspectives de coopérer avec la Ligue des pays arabes et le Fonds de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole.

Les partenariats du FIDA avec les organisations non gouvernementales et les organisations de la société civile contribuent notablement à la formation de coalitions ainsi qu'au renforcement des capacités et des institutions des pauvres. À la fin de l'année 2001, le Fonds collaborait avec 760 ONG, dont 34% opèrent en Asie et dans le Pacifique, 23% en Amérique latine et dans les Caraïbes, 16% en Afrique orientale et australe, 17% en Afrique de l'Ouest et du Centre et 9% au Proche-Orient et en Afrique du Nord. Dans les pays de l'Afrique de l'Ouest et du Centre, la collaboration FIDA/ONG a porté principalement sur le développement local décentralisé (Cap-Vert, Guinée), les infrastructures communautaires (Tchad, Mali), le développement agricole durable et les services de financement rural, en privilégiant les besoins des femmes et des jeunes (Sao-Tomé, Sénégal et Togo). En Afrique orientale et australe, les ONG ont été des partenaires précieux dans l'intégration des agriculteurs dans l'économie de marché. En Asie, les partenariats avec les ONG et les coalitions pluralistes constituent le pivot des interventions financées par le FIDA pour renforcer les moyens d'action des populations indigènes marginalisées des hautes terres et, en particulier des femmes. De même, la coopération FIDA/ONG en Amérique latine et dans les Caraïbes a été particulièrement fructueuse pour ce qui est de l'amélioration de la situation socioéconomique des populations indigènes et des femmes grâce à un accès plus équitable aux marchés. En Afrique du Nord et au Proche-Orient, les partenariats FIDA/ONG se sont attachés à améliorer la condition des femmes rurales par des services de microfinance et des activités de formation. Le plafond du montant des dons octroyés au titre du Programme de coopération élargie FIDA/ONG (PCE) a été relevé cette année, passant de 75 000 USD à 100 000 USD par don, et le financement total pour 2001 s'élève à 1,6 million de USD.

La Coalition populaire pour éliminer la faim et la pauvreté, dont le FIDA est l'institution hôte, est une instance unique en son genre de constitution de partenariats entre diverses parties prenantes – gouvernements, organisations de la société civile et institutions internationales. Elle s'emploie à renforcer les pouvoirs des pauvres en améliorant leur accès à la terre et aux autres ressources productives. Le mécanisme de potentialisation lancé par la Coalition est devenu pleinement opérationnel en 2001, avec l'approbation de 13 projets, qui portent notamment sur la résolution de conflits fonciers au Guatemala, la réglementation de l'utilisation des terres communales en Équateur, les campagnes communautaires d'information visant à améliorer la gestion des ressources naturelles à Madagascar, la rationalisation de la gestion de l'eau et l'élargissement des possibilités de commercialisation pour les pêcheurs et les femmes en Inde, et la création d'un organisme de commercialisation des produits naturels en Afrique du Sud. En outre, la première phase d'activités relatives au réseau mondial sur la réforme agraire est arrivée à son terme cette année. Ce réseau, qui comporte 8 nœuds régionaux et 23 nœuds nationaux pour l'échange d'informations sur les réformes agraires, aidera les organisations regroupant les particuliers à négocier plus efficacement leurs droits de propriété. La Coalition a lancé un Programme pour l'accès des femmes aux ressources (PAFR), qui s'inspire directement des vues, de l'expérience, et des savoirs des femmes rurales pauvres afin de démontrer l'importance de la terre et des autres ressources productives pour leur subsistance et leur sécurité alimentaire. La Coalition a également présenté des contributions à divers forums mondiaux, notamment deux au premier forum Asie-Pacifique de la Banque asiatique de développement, au cours duquel elle a souligné l'importance de l'accès aux actifs, et rappelé l'expérience du FIDA et les enseignements tirés en matière de constitution de consortiums pluralistes.

Dans le domaine de la technologie, le FIDA continue de promouvoir des partenariats de recherche pour le développement. Il préside le groupe d'appui du Forum mondial sur la recherche agronomique (GFAR), qui a été établi à son initiative en 1996, et rassemble sept catégories d'acteurs clés: les systèmes nationaux de recherche agricole des pays en développement, les instituts de recherche avancée, les organisations non gouvernementales, les centres internationaux de recherche agricole, les organisations d'agriculteurs, le secteur privé et la communauté des donateurs. En octobre, le FIDA a accueilli un atelier technique organisé avec le GFAR sur les méthodologies, l'organisation et la gestion des programmes de partenariats mondiaux.

En octobre également, le Fonds est devenu un organisme de coparrainage du GCRAI et un membre de son premier Conseil d'administration. Le FIDA a contribué à réorienter le mandat du GCRAI ainsi que le contenu et le processus de ses recherches sur les questions intéressant les ruraux pauvres.

Les systèmes d'élevage et de pâturages revêtent une importance capitale pour un grand nombre de pauvres du monde. Le FIDA est un membre actif de la réunion interorganisations sur la recherche et le développement dans le domaine de l'élevage et a participé à la deuxième réunion de l'ILAR en août. L'objectif de l'ILAR est de promouvoir des procédures de travail consensuelles pour coordonner l'appui à la recherche sur l'élevage. De plus, il est maintenant possible d'accéder à une base de données sur l'élevage et les pâturages à partir du site web du FIDA. Elle a été élaborée par le groupe thématique du FIDA sur la gestion communautaire des ressources naturelles et se fonde sur des études de cas tirées de projets financés par le FIDA à l'appui des pasteurs, des pasteurs-agriculteurs et des petits agriculteurs.

En ce qui concerne la problématique hommes-femmes, l'équipe spéciale chargée de veiller à la prise en compte de cet aspect dans les projets et les programmes a grandement contribué à la communication et l'échange d'expérience en la matière. Dans la moitié des projets de l'année, les mesures propres à renforcer les pouvoirs des femmes aux plans social et économique, en privilégiant leurs organisations, l'épargne et le crédit ont été systématiquement définies. Le Gouvernement du Japon a financé une étude, actuellement en cours, sur les femmes et la microfinance en Afrique subsaharienne ainsi qu'au Proche-Orient et en Afrique du Nord, un projet sur l'intégration des femmes en Asie et dans le Pacifique, et la création d'une rubrique sur la problématique hommes-femmes et la sécurité alimentaire des ménages sur le site web du FIDA. On peut y trouver des aides-mémoires pour la prise en compte de ces deux aspects lors de la conception des projets et des programmes et plus d'une centaine de notes récapitulatives sur les enseignements issus des recherches sur le terrain menées sur ces sujets par le FIDA dans toutes les régions.

Dans les secteurs de l'environnement et de la gestion des ressources naturelles, le FIDA a été agréé en qualité d'agent d'exécution du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) en mai. Un mémorandum d'accord a été conclu pour faciliter l'élaboration d'un portefeuille de projets FIDA/FEM. En octobre, le Président du FIDA a pris la parole devant la session spéciale de haut niveau de la cinquième conférence des Parties (COP-5) à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CLD). Le Fonds concourt actuellement à la préparation des programmes d'action nationaux et sous-régionaux à l'appui de la CLD. Il a accordé un don de 1,3 million de USD au Mécanisme mondial de la CLD pour faciliter l'élaboration et l'exécution de programmes d'action et d'initiatives connexes. Au cours de l'année, il a également octroyé un don à la Tanzanie pour combattre la désertification et des dons au Bénin, à l'Indonésie et à la Tunisie pour la conduite d'évaluations environnementales. Un examen interne des projets du FIDA ayant des composantes relatives à l'environnement et à l'amélioration de la gestion des ressources naturelles indique que certains facteurs augmentent l'impact positif: approches communautaires de la gestion des ressources naturelles; droits fonciers clairement établis; et technologies qui viennent en réponse à la demande compléter les savoirs, les compétences et les systèmes de collaboration indigènes.

La stratégie du FIDA pour le secteur privé est centrée sur les marchés des capitaux et le secteur des entreprises. Le Conseil des gouverneurs a approuvé un cadre pour le cofinancement des projets et programmes du FIDA par le biais du marché, qui permet au Fonds d'appuyer l'accès des gouvernements bénéficiaires aux marchés des capitaux pour financer des activités liées à ses projets. Le FIDA collabore également avec le Fonds de développement du microcrédit de la Deutsche Bank, qui fournit des garanties aux institutions de microfinance opérant dans les zones des projets du FIDA, et leur donne ainsi accès aux ressources des banques commerciales locales. Dans le secteur des entreprises, la collaboration avec Syngenta au Mali a permis à quelque 2 000 agriculteurs de bénéficier d'un système de distribution d'intrants pour les produits de traitement des semences de mil. La coopération avec Croplife Latin America a aidé des paysans pauvres à mieux gérer les produits phytosanitaires en République dominicaine, au Salvador, au Guatemala et au Panama.

Les opérations du FIDA en 2001

> Tableau 2
Le FIDA: tableau synoptique 1978-2001

		1978-1990	1991	1992
Activités opérationnelles [a, b]				
Prêts approuvés				
Nombre de projets		291	22	24
Montant des prêts	*millions de USD*	3 204,4	275,6	298,0
Dons				
Nombre de dons		329	25	31
Montant des dons	*millions de USD*	162,5	6,0	8,2
Total des opérations de prêt et de don du FIDA [a]	*millions de USD*	3 366,9	281,6	306,3
Cofinancement [c]	*millions de USD*	3 843,4	94,5	93,3
Multilatéral		3 144,3	73,4	78,1
Bilatéral		687,9	20,3	4,8
ONG		7,7	0,8	3,9
Secteur privé étranger				
Contribution des pays	*millions de USD*	4 861,7	129,6	149,8
Coût total des projets [d]	*millions de USD*	11 932,4	499,7	541,1
Inventaire des projets				
Nombre de projets en cours d'exécution		148	150	157
Nombre de projets achevés		115	17	24
Nombre de projets dans la réserve			98	110
Nombre de projets approuvés lancés par le FIDA		195	22	23
Nombre d'emprunteurs bénéficiaires		93	95	96
Décaissement des prêts [e]	*millions de USD*	1 746,7	172,3	158,6
Remboursement des prêts [e]	*millions de USD*	159,1	69,2	77,7
Réserve générale				
– en fin de période	*millions de USD*	75,0	80,0	85,0
Pays membres et administration				
États membres – en fin de période		143	145	147
Cadre organique – en fin de période [f]		94	111	118
Dépenses de fonctionnement	*millions de USD*		48,5	52,2
– Provision pour couverture médicale après cessation de service	*millions de USD*			

[a] Montants initialement approuvés.

[b] De 1986 à 1995, les chiffres comprennent le Programme spécial pour l'Afrique (PSA).

[c] Le total ne correspond pas à la somme de ses composantes, car il inclut des cofinancements proposés dont la source n'a pas été encore confirmée.

[d] Y compris les dons au titre de composantes de projets mais non les dons d'assistance technique qui ne se rapportent pas à des projets.

[e] Les chiffres ont été recalculés en dollars des États-Unis et ont été ajustés pour prendre en compte les taux de change en vigueur à la fin de la période.

[f] Postes approuvés (à l'exclusion des postes de président et de vice-président). Six postes de services généraux ont été reclassés dans la catégorie des administrateurs, et l'effectif global reste donc inchangé entre 1998 et 2001.

Les prêts du FIDA sont libellés en DTS (unité de compte définie par le FMI).
Toutefois, pour en faciliter la lecture, les tableaux indiquent les chiffres relatifs aux prêts en équivalents USD, convertis au moment de l'approbation.

Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	1978-2001
32	28	33	32	30	29	30	27	25	603
338,8	349,3	391,7	395,1	397,7	407,9	432,7	409,0	403,1	7 303,3
45	71	132	212	258	110	124	120	106	1 563
14,4	16,8	23,6	28,3	35,4	30,2	29,6	32,8	30,8	418,7
353,2	366,1	415,3	423,4	433,1	438,1	462,3	441,8	433,9	7 722,0
292,7	122,4	272,4	286,5	448,5	293,0	116,8	276,0	270,3	6 409,6
244,7	91,3	226,8	250,7	323,8	249,7	89,2	151,3	203,1	5 126,3
40,4	30,1	45,7	19,0	109,4	20,2	20,9	57,7	16,9	1 073,3
0,5	0,9		1,5	9,3	2,7	2,5	0,1	0,4	30,2
								7,2	7,2
208,8	184,4	262,7	309,2	338,5	319,8	207,5	326,7	323,1	7 621,8
840,2	656,0	926,9	994,8	1 187,4	1 021,5	757,8	1 012,5	996,8	21 367,1
168	186	190	188	204	211	199	206		
23	14	13	27	29	19	23	33	25	362
127	131	107	98	94	89	68	60		
26	25	28	27	21	24	28	25	24	468
101	104	107	111	113	114	115	115	115	115
193,7	185,2	193,7	261,9	259,8	298,9	284,0	285,1	299,6	4 339,5
81,7	89,1	110,0	110,7	115,6	123,4	133,2	132,9	128,0	1 202,6
90,0	95,0	95,0	95,0	95,0	95,0	95,0	95,0	95,0	
150	157	158	158	160	161	161	161	162	
105	107	111	126	126	126	132	132	132	
47,9	47,7	49,7	50,7	50,5	52,2	52,9	47,1	49,9	
						2,6	4,3	4,3	

Évolution du portefeuille de projets et des prêts

Vingt-cinq nouveaux projets ont été approuvés en 2001 et financés par des prêts du FIDA représentant l'équivalent de 403,1 millions de USD (tableau 2), auxquels s'ajoutent 30,8 millions de USD sous forme de dons (tableau 3). Le coût total de ces projets est estimé à 996,8 millions de USD, dont 270,3 millions de USD seront apportés par des financeurs extérieurs et 323,1 millions de USD par des financeurs des pays bénéficiaires – principalement les gouvernements.

En 2001, 25 projets ont pris fin, de sorte que le nombre de projets en cours à la fin de l'année était de 206, ce qui correspond à l'objectif stratégique de l'institution qui est de maintenir un portefeuille équilibré et bien géré.

> **Tableau 3**
> **Récapitulation des dons d'assistance technique au titre du Programme ordinaire et du Programme spécial pour l'Afrique, 1978-2001**
> (en millions de USD)

	1978-90	1991-2001	2001	1978-2001	%
Projets et composantes des projets					
Montant	23,5	8,9	0,4	32,4	7,7%
Nombre de dons	34	6	1	40	
Préparation de projets/ Fonds d'élaboration des projets [a]					
Montant	19,5	69,9	8,2	89,4	21,3%
Nombre de dons	117	504	20	621	
Recherche					
Montant	92,8	61,8	7,2	154,6	36,9%
Nombre de dons	121	70	6,0	191	
Recherche GCRAI					
Montant	64,8	37,9	5,7	102,7	66,5%
Nombre de dons	89	42	5	131	
Recherche non GCRAI					
Montant	28,0	23,9	1,4	51,9	33,5%
Nombre de dons	32	28	1	60	
Formation et autres					
Montant	21,4	84,7	12,0	106,1	25,3%
Nombre de dons	23	232	40	255	
Mécanisme spécial d'intervention					
Montant	4,8	13,3	1,3	18,1	4,3%
Nombre de dons	24	161	16	185	
Évaluation environnementale					
Montant	0,0	4,2	0,2	4,2	1,0%
Nombre de dons	0	52	3	52	
PCE FIDA/ONG					
Montant [b]	0,5	13,4	1,6	14,0	3,3%
Nombre de dons [b]	10	209	20	219	
Montant total [c]	162,5	256,2	30,8	418,7	100,0%
Nombre total de dons [c, d]	329	1234	106	1563	

[a] Le Fonds d'élaboration des projets a été établi en 1995 pour couvrir les coûts de la formulation de projets. Auparavant, une partie de ces coûts étaient financés au titre des dons alloués à la préparation.

[b] Y compris le coût de la Consultation FIDA/ONG et des réunions du Groupe consultatif.

[c] Au cours de la période 1986-1995, 86 dons ont été approuvés pour un montant total de 24,1 millions de USD au titre du PSA.

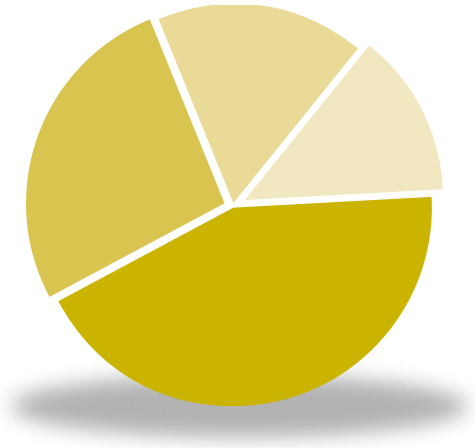
[d] Le nombre total des dons indiqué dans ce tableau pour les années passées diffère de celui qui figure dans les rapports annuels antérieurs par suite de la révision des données relatives aux dons approuvés.

Le portefeuille total de projets se compose de 603 projets répartis entre 115 pays et territoires bénéficiaires pour un montant total de 7 303,3 millions de USD sous forme de prêts et 418,7 millions de USD additionnels sous forme de dons. Les gouvernements et autres sources de financement dans les pays concernés – notamment les bénéficiaires des interventions – ont contribué à ces projets à hauteur de 7 621,8 millions de USD. Le cofinancement extérieur se chiffre à 6 409,6 millions de USD, dont 1 073,3 millions de USD provenaient de donateurs bilatéraux, 5 126,3 millions de USD de donateurs multilatéraux et 30,2 millions de USD de diverses ONG internationales et du Nord.

Répartition des prêts par région et par pays prioritaires

En 2001, l'Afrique a reçu la plus grosse part des prêts, avec 18,2% pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre et 24,9% pour l'Afrique orientale et australe (graphique 2 et tableau 4). L'Asie et le Pacifique ont reçu 26,6% des prêts, l'Amérique latine et les Caraïbes 17,2% et le Proche-Orient et l'Afrique du Nord 13,1%.

> GRAPHIQUE 2
Répartition des prêts par région, 2001



- Afrique I et II 43,1%
  (Afrique de l'Ouest et du Centre, 18,2%
  et Afrique orientale et australe, 24,9%)
- Asie et Pacifique 26,6%
- Amérique latine et Caraïbes 17,2%
- Proche-Orient et Afrique du Nord 13,1%

> Tableau 4
Projets du FIDA par région au titre du Programme ordinaire et du Programme spécial pour l'Afrique, 1978-2001
(en millions de USD)

	1978-90	1991-2001	2001	%	1978-2001	%
Afrique I: Afrique de l'Ouest et du Centre						
Total	569,3	704,0	73,5	18,2%	1 273,3	17,4%
Programme ordinaire	443,0	635,8	73,5		1 078,8	
Nombre de projets [a]	55	58	5		113	
Programme spécial pour l'Afrique	126,3	68,2	0,0		194,5	
Nombre de projets [b]	13	6	0		19	
Pays bénéficiaires [c]	22	24	24		24	
Afrique II: Afrique orientale et australe						
Total	525,3	760,7	100,5	24,9%	1 286,1	17,6%
Programme ordinaire	433,1	706,5	100,5		1 139,6	
Nombre de projets [a]	42	57	6		99	
Programme spécial pour l'Afrique	92,2	54,2	0,0		146,5	
Nombre de projets [b]	7	5	0		12	
Pays bénéficiaires [c]	16	20	20		20	
Asie et Pacifique						
Programme ordinaire	1 134,8	1 244,7	107,1	26,6%	2 379,5	32,6%
Nombre de projets [a]	76	77	6		153	
Pays bénéficiaires [c]	16	21	21		21	
Amérique latine et Caraïbes						
Programme ordinaire	446,5	720,7	69,2	17,2%	1 167,2	16,0%
Nombre de projets [a]	50	57	4		107	
Pays bénéficiaires [c]	22	28	28		28	
Proche-Orient et Afrique du Nord [d]						
Total	528,5	668,8	52,9	13,1%	1 197,3	16,4%
Programme ordinaire	508,9	652,2	52,9		1 161,1	
Nombre de projets [a]	45	51	4		96	
Programme spécial pour l'Afrique	19,6	16,7	0,0		36,2	
Nombre de projets [b]	3	1	0		4	
Pays bénéficiaires [c]	12	22	22		22	
Nombre total de prêts	3 204,4	4 099,0	403,1	100,0%	7 303,3	100,0%
Programme ordinaire	2 966,3	3 959,9	403,1		6 926,2	
Programme spécial pour l'Afrique	238,1	139,1	0,0		377,2	
Nombre total de projets	291	312	25		603	
Programme ordinaire	268	300	25		568	
Programme spécial pour l'Afrique	23	12	0		35	
Total des pays bénéficiaires [c]	88	115	115		115	

[a] Comprend les projets financés par des dons.

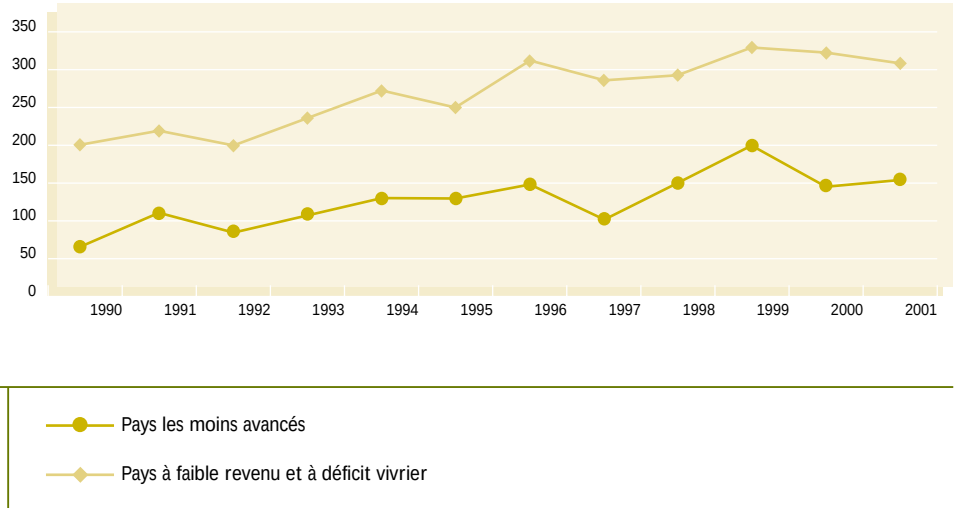
[b] Les projets financés par des prêts/dons au titre du Programme ordinaire et du Programme spécial pour l'Afrique (12 en tout) sont intégralement imputés au Programme ordinaire.

[c] Comprend les pays ou territoires ayant des projets financés par des dons à la fin de la période considérée.

[d] Cette région comprend des pays d'Europe centrale et orientale et les nouveaux États indépendants de l'ex-Union Soviétique.

Trois quarts des financements du FIDA sont allés aux pays ayant des problèmes de sécurité alimentaire, avec près de 40% pour les pays les moins avancés (graphique 3 et tableau 5).

> GRAPHIQUE 3
Prêts aux pays prioritaires, 1990-2001
(en millions de USD)



> Tableau 5
Récapitulation des projets du FIDA dans les pays prioritaires au titre du Programme ordinaire et du Programme spécial pour l'Afrique, 1978-2001
(en millions de USD)

	1978-90	%	1991-2001	%	2001	%	1978-2001	%	Nombre de pays[c]		
									Appartenant au groupe concerné	Membres du FIDA	Bénéficiant de projets du FIDA
Pays les moins avancés (PMA)[a]											
Montant	1 322,0	41,3%	1 424,2	34,7%	158,7	39,4%	2 746,2	37,6%			
Nombre de projets	145		123		10		268		48	45	43
Pays à faible revenu et à déficit vivrier[b]											
Montant	2 591,2	80,9%	3 182,8	77,6%	307,7	76,3%	5 774,0	79,1%			
Nombre de projets	232		238		19		470		82	77	75
Ensemble des projets du FIDA	3 204,2		4 099,0		403,1		7 303,2				
Nombre total de projets	291		312		25		603				

[a] L'ONU a classé 48 pays comme étant les "moins avancés"sur la base des critères suivants: faible revenu, faible taux d'alphabétisation et faible part des produits manufacturés dans la production totale. Les pays sont: Afghanistan, Angola, Bangladesh, Bénin, Bhoutan, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Cap-Vert, Comores, Congo (R.D. du), Djibouti, Érythrée, Éthiopie, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Haïti, Îles Salomon, Kiribati, Laos, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malawi, Maldives, Mali, Mauritanie, Mozambique, Myanmar, Népal, Niger, Ouganda, République centrafricaine, Tanzanie, Rwanda, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Tchad, Togo, Tuvalu, Vanuatu, Yémen et Zambie.

N.B. Kiribati, Tuvalu et Vanuatu ne sont pas membres du FIDA.

[b] La FAO a recensé 82 pays à faible revenu et à déficit vivrier: Afghanistan, Albanie, Angola, Arménie, Azerbaïdjan, Bangladesh, Bénin, Bhoutan, Bolivie, Bosnie-Herzégovine, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Cameroun, Cap-Vert, Chine, Comores, Congo, Congo (R.D. du), Corée (R.P.D. de), Côte d'Ivoire, Cuba, Djibouti, Égypte, Erythrée, Équateur, Éthiopie, Gambie, Géorgie, Ghana, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Haïti, Honduras, Îles Salomon, Inde, Indonésie, Kenya, Kirghizistan, Kiribati, Laos, Lesotho, Libéria, Macédoine, Madagascar, Malawi, Maldives, Mali, Maroc, Mauritanie, Mongolie, Mozambique, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Ouzbékistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pakistan, Philippines, République centrafricaine, Rwanda, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Sri Lanka, Swaziland, Syrie, Tadjikistan, Tanzanie, Tchad, Togo, Turkménistan, Tuvalu, Vanuatu, Yémen et Zambie.

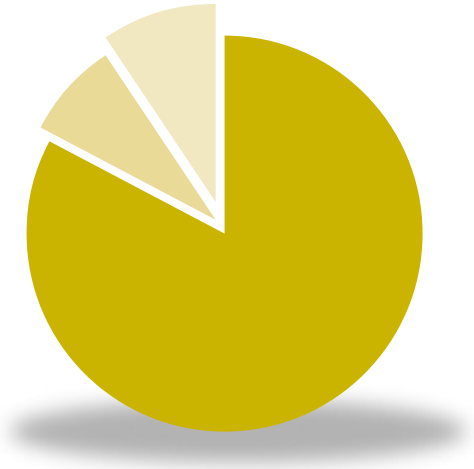
N.B. Kiribati, Ouzbékistan, Turkménistan, Tuvalu et Vanuatu ne sont pas membres du FIDA.

[c] Certains pays appartenant à plus d'un groupe, il en résulte des chevauchements dans les effectifs des groupes.

Répartition des prêts par conditions de prêt[2]

Le FIDA accorde essentiellement des prêts à des conditions particulièrement favorables[3], c'est-à-dire des prêts ayant une composante de don dépassant les deux tiers de leur valeur nominale. En 2001, les prêts consentis à des conditions particulièrement favorables représentaient 82,8% de l'ensemble des prêts annuels (graphique 4 et tableau 6).

> GRAPHIQUE 4
Prêts du FIDA par conditions d'octroi, 2001



- Particulièrement favorables 82,8%
- Intermédiaires 7,9%
- Ordinaires 9,4%

> Tableau 6
Récapitulation des prêts du FIDA au titre du Programme ordinaire par conditions de prêts, 1978-2001[a]
(en millions de USD)

	1978-90	%	1990-2001	%	2001	%	1978-2001	%
Particulièrement favorables								
Montant	1 850,8	62,4%	2 867,5	72,4%	333,6	82,8%	4 718,3	68,1%
Nombre de prêts	169		218		20		387	
Intermédiaires								
Montant	828,4	27,9%	646,3	16,3%	31,7	7,9%	1 474,7	21,3%
Nombre de prêts	75		49		3		124	
Ordinaires								
Montant	287,1	9,7%	446,0	11,3%	37,8	9,4%	733,1	10,6%
Nombre de prêts	25		32		2		57	
Montant total	2 966,3	100%	3 959,9	100%	403,1	100,0%	6 926,2	100%
Nombre total de prêts[b]	269		299		25		568	

[a] Les prêts au titre du PSA ne sont pas pris en compte dans ce tableau. Il s'agit de prêts octroyés à des conditions particulièrement favorables aux régions Afrique et Proche-Orient et Afrique du Nord.

[b] Un projet peut être financé par plus d'un prêt ou par un don, ce qui explique que le nombre de prêts peut différer du nombre de projets figurant dans d'autres tableaux.

[2] Ces conditions de prêt sont celles accordées par le FIDA aux pays emprunteurs et n'ont aucun rapport avec les conditions et modalités régissant les lignes de crédit qu'offrent ces projets.

[3] Le FIDA accorde des prêts selon trois types de conditions: conditions particulièrement favorables (pas d'intérêt mais commission de service de 0,75% l'an et remboursement sur 40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans); conditions intermédiaires (taux d'intérêt variable équivalant à 50% du taux d'intérêt appliqué par la Banque mondiale et remboursement sur 20 ans, y compris un différé d'amortissement de cinq ans); conditions ordinaires (taux d'intérêt variable égal à celui appliqué par la Banque mondiale et remboursement sur 15 à 18 ans, y compris un différé d'amortissement de trois ans).

Proportionnellement au portefeuille global de prêts du FIDA, les prêts à des conditions très favorables représentent maintenant un peu plus des deux tiers du total des prêts consentis au titre du programme ordinaire, ce qui correspond à l'objectif fixé dans les *Principes et critères du FIDA en matière de prêt.*

En termes de répartition par région, l'Afrique a reçu, de loin, la majeure partie de ses prêts, soit 89,9%, à des conditions particulièrement favorables (tableau 7), suivie par l'Asie et le Pacifique avec 79,7%. En Amérique latine et Caraïbes ainsi qu'au Proche-Orient et Afrique du Nord, où les pays emprunteurs ont en moyenne un revenu relativement plus élevé, les prêts sont généralement accordés à des conditions moins libérales.

> **Tableau 7**
Récapitulation des prêts par région et par conditions de prêt au titre du Programme ordinaire, 1978-2001[a]
(en millions de USD)

	Afrique	%	Asie et Pacifique	%	Amérique latine et Caraïbes	%	Proche-Orient et Afrique du Nord	%	Total	%
Conditions particulièrement favorables										
Montant	1 993,6	89,9%	1 897,0	79,7%	267,1	22,9%	560,6	48,3%	4 718,3	68,1%
Pourcentage	42,3%		40,2%		5,7%		11,9%		100,0%	
Nombre de prêts	187		124		24		52		387	
Intermédiaires										
Montant	208,1	9,4%	482,6	20,3%	400,1	34,3%	384,0	33,1%	1 474,7	21,3%
Pourcentage	14,1%		32,7%		27,1%		26,0%		100,0%	
Nombre de prêts	21		30		46		27		124	
Ordinaires										
Montant	16,7	0,8%	0,0	0,0%	500,0	42,8%	216,5	18,6%	733,1	10,6%
Pourcentage	2,3%		0,0%		68,2%		29,5%		100,0%	
Nombre de prêts	3		0		37		17		57	
Montant total	2 218,4	100,0%	2 379,5	100,0%	1 167,2	100,0%	1 161,1	100,0%	6 926,2	100,0%
Pourcentage	32,0%		34,4%		16,9%		16,8%		100,0%	
Nombre total de prêts[b]	211		154		107		96		568	

[a] Les prêts au titre du PSA ne sont pas pris en compte dans ce tableau. Il s'agit de prêts octroyés à des conditions particulièrement favorables aux régions Afrique et au Proche-Orient et en Afrique du Nord.

[b] Un projet peut être financé par plus d'un prêt ou par un don, ce qui explique que le nombre de prêts peut différer de celui de projets figurant dans d'autres tableaux.

Décaissements

Le montant cumulé des décaissements au titre des prêts relevant du Programme ordinaire s'élevait à 4 048,4 millions de USD (72,0% des engagements) à la fin de 2001, contre 3 757,7 millions de USD (72,3% des engagements) à la fin de 2000 (tableaux 8 et 9).

Au titre du PSA, le montant cumulé des décaissements était de 298,5 millions de USD (90,9% des engagements) à la fin de 2001, contre 289,3 millions de USD (86,8% des engagements) à la fin de 2000.

En 2001, le total des décaissements au titre des prêts relevant du programme ordinaire et du PSA s'est chiffré à 291,3 millions de USD (5,2% des engagements) et à 9,2 millions de USD (3,0% des engagements), respectivement.

> **Tableau 8**
Montant annuel des décaissements de prêts par région au titre du Programme ordinaire 1979-2001
(en millions de USD)

	1979-1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	1979-2001
Afrique I	224,9	21,0	23,5	23,4	26,0	25,8	27,8	34,2	34,2	30,4	36,0	33,0	540,2
Afrique II	245,8	29,4	22,0	24,7	25,0	27,2	28,9	24,9	37,9	30,7	40,2	54,1	590,9
Asie et Pacifique	734,8	51,9	49,9	51,4	55,5	62,7	88,4	94,8	95,7	86,2	83,0	97,9	1 552,2
Amérique latine et Caraïbes	244,9	20,4	13,1	28,6	30,7	29,7	35,7	45,3	50,4	53,2	51,0	63,1	666,1
Proche-Orient et Afrique du Nord[a]	268,6	25,8	27	36	25,7	19,5	38,9	28,9	55,5	70,2	59,7	43,2	699,0
Total	1 719,0	148,5	135,4	164,1	163,0	164,9	219,7	228,2	273,7	270,7	269,8	291,3	4 048,4

[a] Cette région comprend des pays d'Europe centrale et orientale et les nouveaux États indépendants de l'ex-Union soviétique.
Source: Système de prêts et de dons (SPD).

> **Tableau 9**
Décaissement des prêts par région et par conditions d'octroi au titre du Programme ordinaire, 1979-2001
(en millions de USD)

	Particulièrement favorables	Intermédiaires	Ordinaires	Total
Afrique I				
Montant	467,5	60,3	12,4	540,2
Pourcentage de l'engagement effectif	63,3%	100,0%	100,0%	66,5%
Afrique II				
Montant	523,7	66,0	1,2	590,9
Pourcentage de l'engagement effectif	64,1%	82,4%	100,0%	65,7%
Asie et Pacifique				
Montant	1 192,6	359,7	0,0	1 552,2
Pourcentage de l'engagement effectif	77,7%	92,8%	0,0%	80,7%
Amérique latine et Caraïbes				
Montant	131,7	291,9	242,5	666,1
Pourcentage de l'engagement effectif	57,8%	80,4%	62,1%	67,9%
Proche-Orient et Afrique du Nord[a]				
Montant	345,3	218,4	135,3	699,0
Pourcentage de l'engagement effectif	67,9%	65,3%	80,2%	69,0%
Total	2 660,8	996,2	391,3	4 048,4
Pourcentage de l'engagement effectif	69,9%	81,3%	68,2%	72,0%

[a] Cette région comprend des pays d'Europe centrale et orientale et les nouveaux États indépendants de l'ex-Union soviétique.
Source: Système de prêts et de dons (SPD).

Cofinancement des projets du FIDA

Sur les 25 projets approuvés en 2001, un seul n'était pas dû à l'initiative du FIDA mais à celle de la Banque asiatique de développement (BasD). Les 24 autres ont été conçus à l'initiative du FIDA (tableau 10). Sur ce nombre, 18 ont bénéficié de cofinancements extérieurs pour un montant de 218,3 millions de USD (30,8% de leurs coûts) auxquels se sont ajoutées des contributions nationales – apportées par les gouvernements bénéficiaires ou par d'autres sources locales de financement – s'élevant à 201,9 millions de USD, soit 28,5% de leurs coûts. Les 6 autres projets dus à l'initiative du FIDA ont été financés par le Fonds (53,0%) et des ressources locales (47,0%).

> **Tableau 10**
Cofinancement des projets du FIDA au titre du Programme ordinaire et du Programme spécial pour l'Afrique, 1978-2001
(en millions de USD)

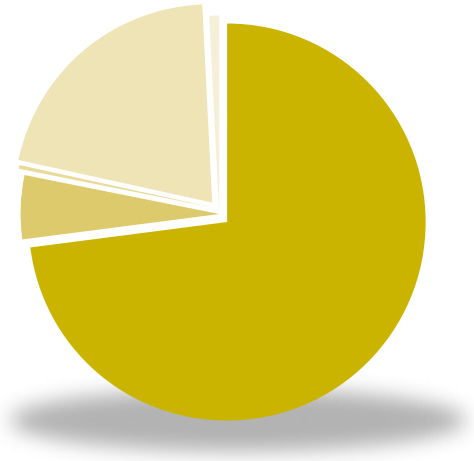
	1978-90	%	1991-2001	%	2001	%	1978-2001	%
Projets dus à l'initiative des institutions coopérantes								
FIDA [a]	1 034,0	14,8%	421,9	18,1%	14,4	14,6%	1 455,8	15,7%
Cofinancement [b]	2 842,6	40,8%	1 357,5	58,3%	52,0	52,7%	4 200,1	45,2%
Contribution nationale	3 094,5	44,4%	549,2	23,6%	32,2	32,7%	3 643,7	39,2%
Total [b]	6 971,0	100,0%	2 328,6	100,0%	98,7	100,0%	9 299,6	100,0%
Nombre de projets	96		39		1		135	
Projets dus à l'initiative du FIDA et cofinancés								
FIDA [a]	1 118,6	35,8%	2 453,6	47,8%	288,9	40,7%	3 572,1	43,3%
Cofinancement [b]	1 000,8	32,0%	1 208,7	23,6%	218,3	30,8%	2 209,5	26,8%
Contribution nationale	1 003,5	32,1%	1 465,8	28,6%	201,9	28,5%	2 469,3	29,9%
Total [b]	3 122,9	100,0%	5 128,1	100,0%	709,0	100,0%	8 251,0	100,0%
Nombre de projets	115		186		18		301	
Projets dus à l'initiative du FIDA et exclusivement financés par celui-ci								
FIDA [a]	1 074,7	58,5%	1 233,0	62,3%	100,2	53,0%	2 307,7	60,5%
Contribution nationale	763,8	41,5%	745,0	37,7%	89,0	47,0%	1 508,7	39,5%
Total [b]	1 838,5	100,0%	1 977,9	100,0%	189,1	100,0%	3 816,4	100,0%
Nombre de projets	80		87		6		167	
Tous types de projets								
FIDA [a]	3 227,3	27,0%	4 108,4	43,5%	403,5	40,5%	7 335,7	34,3%
Cofinancement [b]	3 843,4	32,2%	2 566,2	27,2%	270,3	27,1%	6 409,6	30,0%
Contribution nationale	4 861,7	40,7%	2 760,0	29,3%	323,1	32,4%	7 621,8	35,7%
Total [b]	11 932,4	100,0%	9 434,7	100,0%	996,8	100,0%	21 367,1	100,0%
Nombre de projets	291		312		25		603	

[a] Les montants financés par le FIDA comprennent des dons destinés à des composantes de projets.

[b] Y compris les cofinancements dont les sources n'ont pas encore été confirmées.

Sur le montant de 2 209,5 millions de USD, apporté au fil des années aux projets dus à l'initiative du FIDA par des cofinanceurs extérieurs, l'essentiel provient de donateurs multilatéraux (72,8%), suivis par les donateurs bilatéraux (20,8%) (graphique 5).

> GRAPHIQUE 5
Cofinancement des projets dus à l'initiative du FIDA au titre du Programme ordinaire et du Programme spécial pour l'Afrique, 1978-2001

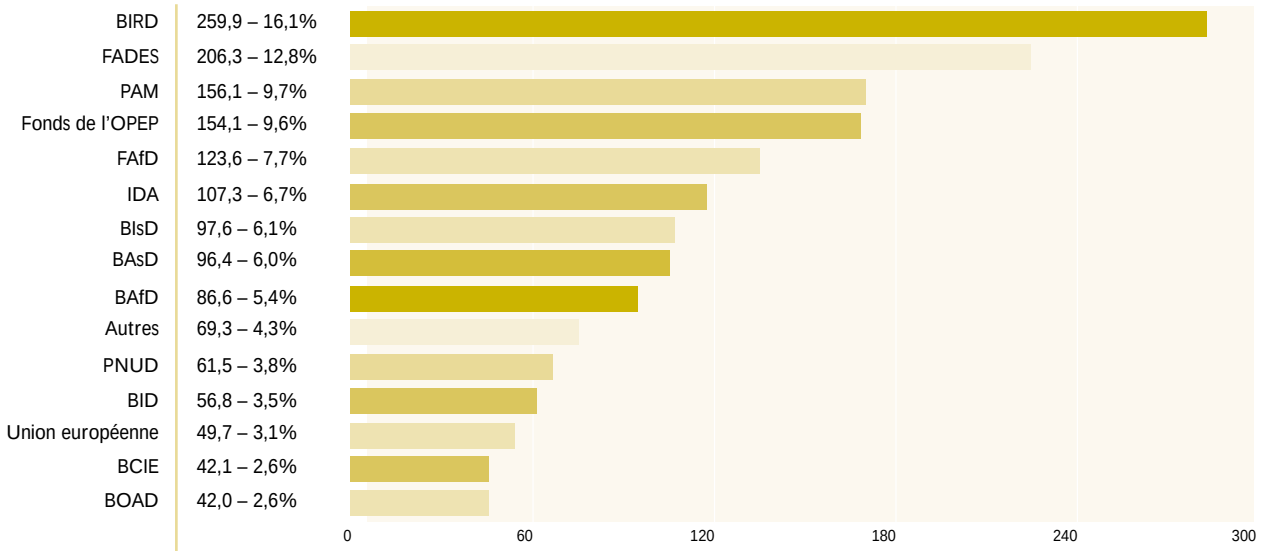


- Multilatéral 1 609,2 millions de USD 72,8%
- Non désigné 115,2 millions de USD 5,2%
- Secteur privé étranger 7,2 millions de USD 0,3%
- Bilatéral 459,6 millions de USD 20,8%
- ONG 18,3 millions de USD 0,8%

Les montants et pourcentages indiqués représentent les parts du cofinancement total, soit 2 209,5 millions de USD.

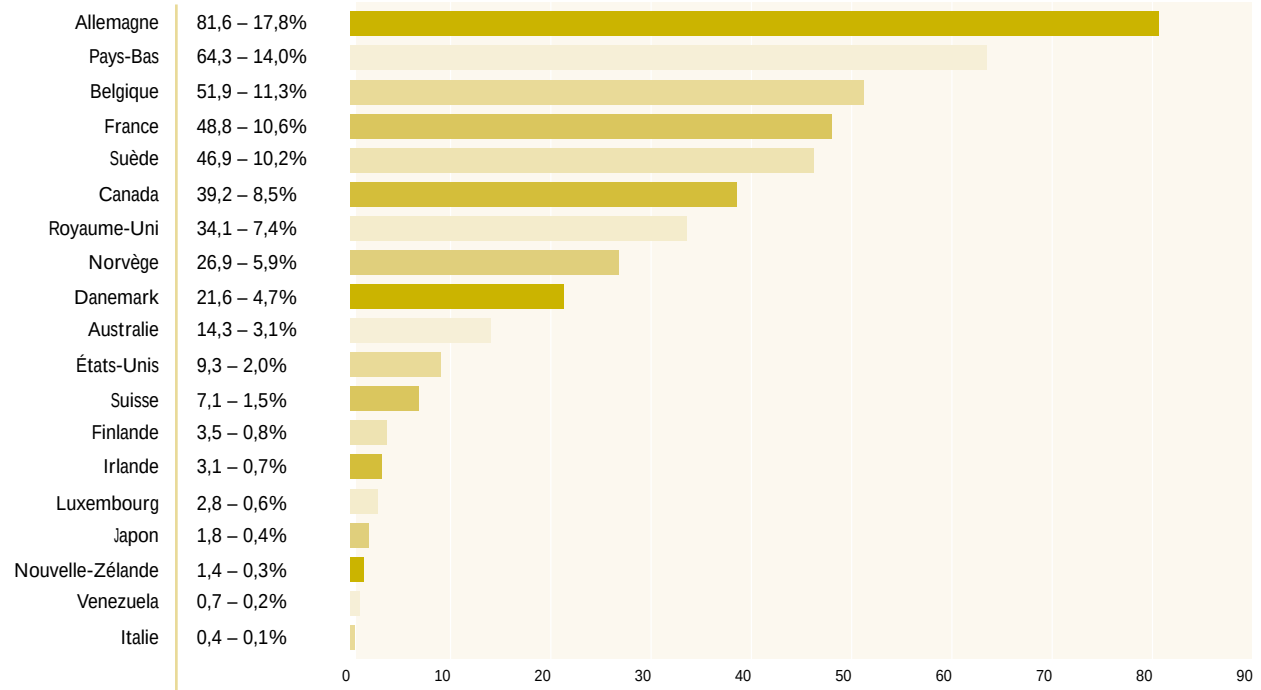
Les principaux cofinanceurs multilatéraux ont été la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) (Groupe de la Banque mondiale) avec 259,9 millions de USD, et le Fonds arabe pour le développement économique et social (FADES) avec 206,3 millions de USD (graphique 6). Parmi les donateurs bilatéraux, l'Allemagne se place au premier rang, avec 81,6 millions, suivie par les Pays-Bas avec 64,3 millions de USD (graphique 7).

> GRAPHIQUE 6
Cofinancement, par des donateurs multilatéraux, de projets dus à l'initiative du FIDA au titre du Programme ordinaire et du Programme spécial pour l'Afrique, 1978-2001



Les montants et pourcentages indiqués représentent la part de chaque donateur multilatéral dans le cofinancement multilatéral total, soit 1 609,1 millions de USD.
Les autres cofinanceurs sont notamment, la BDC, le FENU, le FEM, le FNUAP, le FNULAD, le Fonds Africa, l'IICA, le PNUCID, la SAD, l'UNICEF et l'UNIFEM.

> GRAPHIQUE 7
Cofinancement, par des États membres donateurs (bilatéraux), de projets dus à l'initiative du FIDA au titre du Programme ordinaire et du Programme spécial pour l'Afrique, 1978-2001



Les montants et pourcentages indiqués représentent la part de chaque donateur bilatéral dans le cofinancement bilatéral total, soit 459,6 millions de USD.

Nombre de projets et programmes en cours par pays et par région en 2001

> **Afrique I**
> **Afrique occidentale et centrale**
> 40 projets
> 17 pays

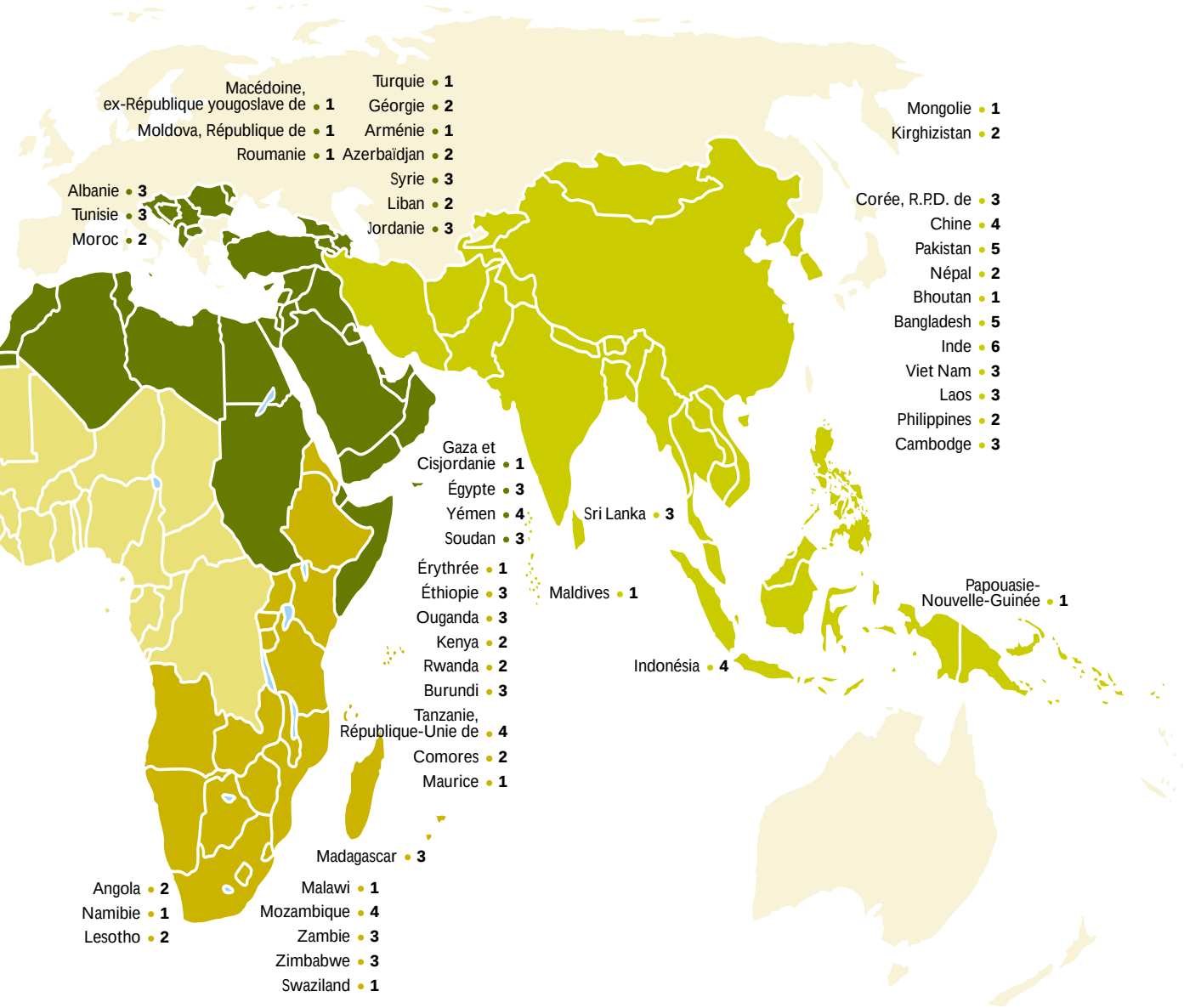
> **Afrique II**
> **Afrique orientale et australe**
> 41 projets
> 18 pays

> **Asie et Pacifique**
> 49 projets
> 17 pays

> **Amérique latine et Caraïbes**
> 40 projets
> 23 pays

> **Proche-Orient et Afrique du Nord**
> 36 projets
> 16 pays et Gaza et Cisjordanie

206 projets
91 pays et Gaza et Cisjordanie

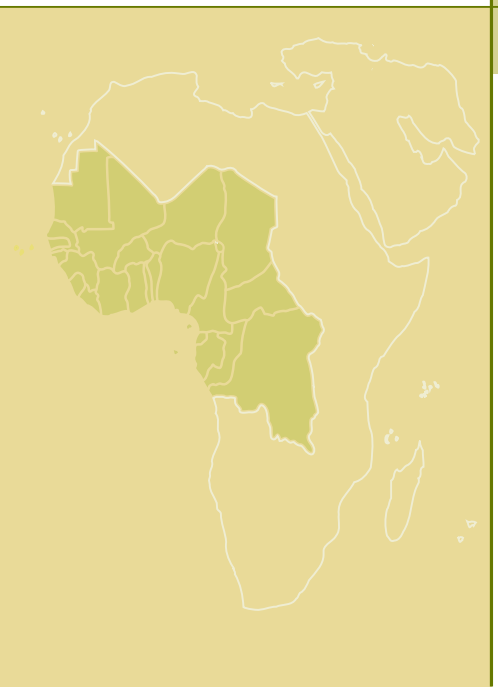


> Tableau 11
Institutions coopérantes du FIDA chargées de l'administration des prêts et de la supervision des projets au titre du Programme ordinaire et du Programme spécial pour l'Afrique

INSTITUTIONS COOPÉRANTES	Projets à fin 1990 (Chiffres effectifs)		Projets à fin 2000 (Chiffres effectifs)		Projets à fin 2001[a]	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Banque africaine de développement (BAfD)	11	8,0	5	2,5	3	1,5
Banque asiatique de développement (BAsD)	7	5,1	6	3,0	5	2,4
Banque centraméricaine d'intégration économique (BCIE)	1	0,7	4	2,0	4	1,9
Banque de développement des Caraïbes(BDC)	4	2,9	4	2,0	4	1,9
Banque interaméricaine de développement (BID)	3	2,2	1	0,5		
Banque mondiale (BIRD/IDA)	58	42,0	24	12,1	27	13,1
Banque ouest-africaine de développement (BOAD)	4	2,9	9	4,5	11	5,3
Fonds arabe pour le développement économique et social (FADES)	11	8,0	14	7,0	11	5,3
Programme des Nations Unies/Bureau des services d'appui aux projets (UNOPS)	33	23,9	104	52,3	114	55,3
Société andine de développement (CAF)	6	4,3	15	7,5	13	6,3
Projets devant être placés sous la supervision directe du FIDA		13	6,5		14	6,8
Total[b]	138	100,0	199	100,0	206	100,0

[a] Certains projets sont clos, mais leur compte de prêt reste ouvert pour permettre le traitement final des demandes de retrait.

[b] Le total correspond au nombre de projets approuvés qui ne sont pas achevés.



> Afrique de l'Ouest et du Centre

Bénin Burkina Faso Cameroun Cap-Vert Congo Congo, R.D. du Côte d'Ivoire Gabon Gambie Ghana Guinée Guinée-Bissau Guinée équatoriale Libéria Mali Mauritanie Niger Nigéria République centrafricaine Sao Tomé-et-Principe Sénégal Sierra Leone Tchad Togo

BÉNIN

Programme d'appui au développement participatif de la pêche artisanale

L'objectif global de ce projet de huit ans, dû à l'initiative du FIDA, est de réduire la pauvreté des familles vivant de la pêche et de la transformation et de la commercialisation du poisson, en aidant plus particulièrement les femmes dont le rôle est important au niveau des activités menées sur la terre ferme. Le projet visera plus spécifiquement à: i) mettre en place des activités durables de pêche sur les plans d'eau situés à l'intérieur des terres; ii) renforcer la capacité des communautés de gérer les ressources naturelles et halieutiques dont elles disposent; et iii) aider les ménages à diversifier leurs stratégies de subsistance afin de réduire l'exploitation des stocks halieutiques à des niveaux soutenables. Le groupe cible se compose de plus de 55 000 ménages, dont 50 000 (soit 370 000 personnes) vivent dans les zones humides du sud, 3 800 (soit 20 000 personnes) sur le littoral et 1 500 (soit 10 000 personnes) le long des fleuves.

Montant du prêt: 7,9 millions de DTS (approximativement 10,0 millions de USD) à des conditions particulièrement favorables.

Coût total du programme: Estimé à 26,0 millions de USD, dont 10,0 millions seront apportés par le Fonds africain de développement (FAfD), 3,3 millions par les institutions financières nationales, 2,0 millions par le gouvernement et 682 000 USD par les bénéficiaires.

Institution coopérante: BAfD

GHANA
Programme de réduction de la pauvreté dans la région septentrionale

Ce programme de six ans, dû à l'initiative du FIDA, a pour objectif d'améliorer les activités de subsistance des communautés rurales pauvres, en particulier des femmes et des autres groupes vulnérables, en renforçant les services de développement rural et en incitant les individus et les communautés à compter sur leurs propres forces. Plus spécifiquement, le projet vise à: i) renforcer la capacité des collectivités locales décentralisées, de la société civile et des organisations communautaires à répondre plus efficacement aux besoins des catégories les plus pauvres de la population rurale; ii) améliorer l'accès de la population rurale, en particulier des femmes, aux ressources et aux services; et iii) introduire les changements opérationnels et les réformes nécessaires à l'amélioration de l'efficacité et de la pérennité des institutions et des prestataires de service dans la région septentrionale. Le groupe cible se compose des ménages pratiquant une agriculture de subsistance sur moins de 2 ha et ne disposant pas d'autres sources de revenus; des femmes chefs de famille; des personnes âgées et des handicapés; et des jeunes au chômage. Ces groupes représentent près de 70% de la population des communautés rurales.

Montant du prêt: 9,8 millions de DTS (approximativement 12,3 millions de USD) à des conditions particulièrement favorables.

Coût total du programme: Estimé à 59,6 millions de USD, dont 5,7 millions seront apportés par le gouvernement, 38,2 millions par le Fonds commun pour appuyer l'administration locale et les ressources fournies par d'autres donateurs extérieurs et 3,3 millions par les bénéficiaires.

Institution coopérante: UNOPS.

MAURITANIE
Projet de lutte contre la pauvreté dans l'Aftout sud et le Karakoro

Une grande partie de la population rurale pauvre de la Mauritanie se compose de colons, appelés *adwaba*, qui sont d'anciens esclaves et des membres des castes les plus basses touchés par diverses formes d'exclusion. L'objectif général de ce projet de six ans, dû à l'initiative du FIDA, est de lutter contre la pauvreté qui sévit chez les *adwaba* dans les départements de Mbout, Kankossa et Ould Yenge, par le biais des actions suivantes: i) renforcement effectif des pouvoirs de la population cible; ii) amélioration de l'accès aux infrastructures sociales et économiques essentielles au moyen de mécanismes de financement décentralisés; et iii) diversification des possibilités de gagner des revenus. Le projet cible les trois groupes les plus vulnérables: les petits paysans pratiquant une agriculture de subsistance, les ménages ayant à leur tête une femme et les jeunes ruraux. C'est le premier projet à être conçu dans le cadre d'un document de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP) et à inclure un financement du gouvernement qui provient de l'allègement de dette consentie au titre de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE).

Montant du prêt: 8,8 millions de DTS (approximativement 11,3 millions de USD) à des conditions particulièrement favorables.

Coût total du projet: Estimé à 22,9 millions de USD, dont 3,5 millions seront apportés par l'OPEP, 7,9 millions par le gouvernement et 178 000 USD par les bénéficiaires.

Institution coopérante: UNOPS.

NIGÉRIA
Programme de développement agricole et rural à assise communautaire

Montant du prêt: 23,8 millions de DTS (approximativement 29,9 millions de USD) à des conditions particulièrement favorables.

Coût total du programme: Estimé à 101,6 millions de USD, dont 3,2 millions seront apportés par le gouvernement national, 61,8 millions par les gouvernements locaux, 3,5 millions par les bénéficiaires et 3,2 millions par des cofinanceurs (à déterminer).

Institution coopérante: Banque mondiale/IDA.

L'objectif de ce projet de sept ans, dû à l'initiative du FIDA, est d'améliorer les moyens de subsistance et les conditions de vie des communautés rurales dans huit des États les plus pauvres, situés dans le nord du pays. Pour ce faire, le projet va: i) donner aux ruraux pauvres les moyens d'analyser les problèmes qu'ils rencontrent et les possibilités dont ils disposent, d'évaluer leurs besoins en terme d'appui, et de prendre progressivement en main leur propre développement; ii) appuyer l'institutionnalisation des politiques et des processus, en sensibilisant les prestataires de service publics et privés et en renforçant leurs capacités; et iii) appuyer les initiatives durables de développement social, agricole et économique des groupements villageois et des personnes privées. Les habitants des zones rurales dont les revenus sont en dessous du seuil de pauvreté constituent le groupe cible, les femmes et les autres groupes vulnérables bénéficiant d'une attention particulière.

SAO TOMÉ-ET-PRINCIPE
Programme d'appui participatif à l'agriculture familiale et à la pêche artisanale

Montant du prêt: 8,0 millions de DTS (approximativement 10,0 millions de USD) à des conditions particulièrement favorables au titre du Mécanisme flexible de financement (MFF).

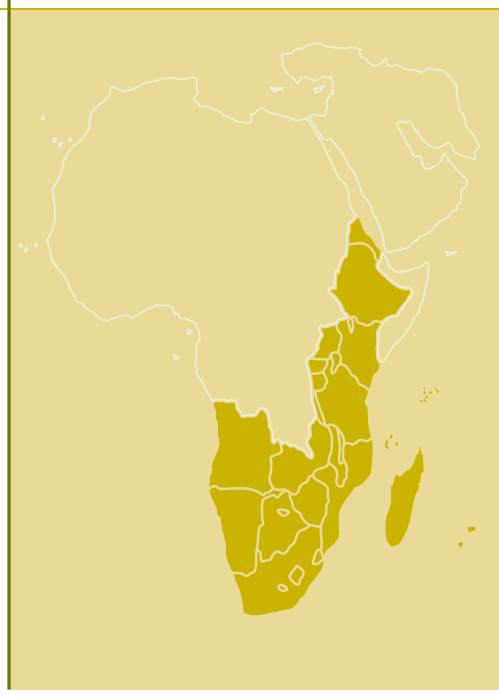
Coût total du programme: Estimé à 13,4 millions de USD dont 1,4 million sera apporté par la France/l'Agence française de développement, 1,2 million par le gouvernement et 843 000 USD par les bénéficiaires.

Institution coopérante: UNOPS.

Les objectifs de ce programme de douze ans, dû à l'initiative du FIDA, sont les suivants: i) améliorer les conditions de vie et les revenus des ménages pratiquant la petite agriculture et la pêche artisanale; et ii) favoriser le développement des organisations locales telles que les groupements communautaires, les associations, les fédérations et les ONG pour qu'elles deviennent des agents du développement durable. Le groupe cible se compose de quelque 3 000 ménages d'artisans-pêcheurs vivant dans des zones isolées où les problèmes de transport sont particulièrement aigus et d'environ 7 000 familles de petits paysans, naguère ouvriers dans les plantations.

> Résumé de l'aide financière du FIDA dans la région

En 2001, cinq projets ont été approuvés dans la région de l'Afrique occidentale et centrale et trois ont été achevés. Les nouveaux projets concernent le Bénin, le Ghana, la Mauritanie, le Nigéria et Sao Tomé-et-Principe pour un montant total de 73,5 millions de USD. Fin 2001, le FIDA finançait donc au total 40 projets en cours dans 17 pays emprunteurs, pour une valeur de 447,6 millions de USD, le solde de 431,7 millions de USD étant financé par d'autres sources extérieures, par les gouvernements emprunteurs et par les bénéficiaires. Ses principaux partenaires de cofinancement dans la région sont notamment le FAfD, la France, la BOAD, le Fonds de l'OPEP et la Banque mondiale/IDA. Les institutions coopérantes (IC) dans la région sont la BAfD, le FADES, la BOAD, l'UNOPS et la Banque mondiale.



> Afrique orientale et australe

Afrique du Sud Angola Botswana Burundi Comores Érythrée Éthiopie Kenya Lesotho Madagascar Malawi Maurice Mozambique Namibie Ouganda Rwanda Seychelles Swaziland République-Unie de Tanzanie Zambie Zimbabwe

ÉTHIOPIE
Programme d'intermédiation financière rurale

Ce programme de sept ans, dû à l'initiative du FIDA, vise à réduire la pauvreté rurale par le biais d'une augmentation durable de la production agricole, de la productivité et des revenus familiaux. Ses principaux objectifs sont les suivants: i) élargir les opérations et le champ d'action des institutions de microfinance (IMF) grâce au développement institutionnel et à l'apport de fonds propres et de fonds destinés au crédit; ii) mettre en place une structure bancaire communautaire, en facilitant l'établissement de coopératives financières rurales locales, dont la mise sur pied et la gestion sont laissées à leurs membres; iii) favoriser le rattachement du réseau financier rural au système bancaire éthiopien; et iv) améliorer la réglementation et la supervision des IMF, et des sociétés coopératives rurales d'épargne et de crédit (SCREC), y compris leurs processus d'autoréglementation. Le groupe cible se compose des ménages ruraux dont le revenu annuel par habitant ne dépasse pas 110 USD.

Montant du prêt: 20,2 millions de DTS (approximativement 25,7 millions de USD) à des conditions particulièrement favorables.

Coût total du programme: Estimé à 88,7 millions de USD, dont 37,5 millions seront apportés par la BAfD, 4,5 millions par le gouvernement et 21,1 millions par les institutions financières nationales.

Institution coopérante: Banque mondiale/IDA.

MALAWI
Programme d'appui aux activités de subsistance des ruraux

L'objectif de ce programme de neuf ans, dû à l'initiative du FIDA, est d'améliorer l'accès des communautés rurales pauvres aux ressources agricoles, aux actions éducatives et aux infrastructures, et de les aider à en tirer parti efficacement. Conçu dans le cadre du processus de décentralisation en cours, il donnera aux communautés des moyens pour: i) analyser et choisir leurs priorités selon un processus associant tous les membres; ii) sélectionner les activités appropriées; et iii) inciter les prestataires de service publics et privés à répondre à leurs besoins. Le programme doit d'abord être exécuté dans trois districts de la région méridionale, avec les 60% de ménages ruraux dont la sécurité alimentaire est précaire et dont les revenus sont inférieurs au seuil de pauvreté, les ménages ayant à leur tête une femme étant les plus mal lotis d'entre eux.

Montant du prêt: 10,7 millions de DTS (approximativement 13,5 millions de USD) à des conditions particulièrement favorables au titre du MFF.

Coût total du programme: Estimé à 19,6 millions de USD, dont 3,5 millions seront apportés par des financeurs (à déterminer), 1,7 million par le gouvernement et 950 000 USD par les bénéficiaires.

Institution coopérante: UNOPS.

MOZAMBIQUE
Projet de pêche artisanale dans la zone du banc de Sofala

Le principal objectif de ce projet de cinq ans, dû à l'initiative du FIDA, est d'améliorer la situation sociale et économique des communautés d'artisans-pêcheurs vivant dans la zone du banc de Sofala qui couvre les trois provinces de Nampula, Sofala et Zambezia. Ses objectifs spécifiques sont les suivants: i) renforcer les pouvoirs des communautés de pêcheurs et leur donner la capacité de prendre progressivement les rennes des initiatives de développement local, comme la construction d'infrastructures sociales, la prestation de services et la gestion durable des ressources marines; ii) améliorer l'accès aux ressources halieutiques du banc de Sofala et en encourager l'exploitation durable et économiquement viable; iii) établir des liens économiques et physiques entre, d'une part, les communautés d'artisans-pêcheurs et, d'autre part, les filières d'approvisionnement en intrants et les marchés permettant d'écouler les produits de la pêche; iv) stimuler l'activité commerciale et économique dans le secteur de la pêche artisanale; et v) conforter la mise en place d'un environnement favorisant et appuyant le développement de la pêche artisanale. Le groupe cible principal se compose des artisans-pêcheurs et de leurs familles (soit 130 000 personnes environ), mais les femmes constituent elles aussi un groupe bénéficiaire spécifique.

Montant du prêt: 14,0 millions de DTS (approximativement 18,0 millions de USD) à des conditions particulièrement favorables.

Coût total du projet: Estimé à 30,6 millions de USD, dont 3,4 millions seront apportés par le Fonds belge de survie, 5,8 millions par la NORAD, 3,0 millions par le gouvernement et 384 000 USD par les bénéficiaires.

Institution coopérante: UNOPS.

RWANDA
Projet jumeau de développement des ressources communautaires et des infrastructures de l'Umutara

Les objectifs de ce projet jumeau de cinq ans, dû à l'initiative du FIDA, sont les suivants: i) assurer un approvisionnement en eau satisfaisant les besoins des hommes et des animaux; ii) améliorer l'infrastructure de transport; iii) dispenser des conseils techniques de caractère pratique; iv) mettre à disposition du crédit pour l'achat d'intrants, améliorer la commercialisation et démarrer à l'intention des femmes des activités de transformation des produits agricoles et d'autres activités génératrices de revenu; v) améliorer les services vétérinaires; vi) mettre à disposition les intrants qui permettront d'exploiter la base de production à un niveau suffisant pour assurer la survie; et vii) élargir l'accès aux ressources forestières pour accroître la disponibilité du bois de feu et de construction. Le projet sera mis en oeuvre avec souplesse de manière à répondre à la demande des communautés qui remplissent les conditions requises pour déclencher l'intervention du projet, dont le paiement par les bénéficiaires de leur part des coûts du projet. Le groupe cible se compose de 35 000 ménages très pauvres.

Montant du prêt: 9,4 millions de DTS (approximativement 12,0 millions de USD) à des conditions particulièrement favorables.

Coût total du projet: Estimé à 24,2 millions de USD, dont 8,0 millions seront apportés par le Fonds de l'OPEP, 535 000 USD par des ONG internationales, 2,5 millions par le gouvernement et 1,2 million par les bénéficiaires.

Institution coopérante: UNOPS.

SWAZILAND
Projet d'irrigation à l'intention des petits exploitants du bassin inférieur de l'Usuthu – Phase I

Le but global de ce projet de huit ans, dû à l'initiative du FIDA et financé par plusieurs donateurs, est d'assurer une amélioration durable du niveau de vie des populations dans le bassin inférieur de l'Usuthu – l'une des régions les plus pauvres du pays – par le biais de la promotion de l'agriculture commerciale et de l'intensification de la production agricole. Les objectifs spécifiques sont les suivants: i) intégrer le secteur de la petite agriculture dans l'économie de marché grâce à l'irrigation qui permet d'intensifier et de diversifier la production agricole; et ii) stopper la dégradation de l'environnement en encourageant l'utilisation durable et rationnelle des ressources naturelles. Les bénéficiaires du projet, qui comptent parmi les plus pauvres du pays, sont pour la plupart des petits paysans, hommes et femmes, travaillant en groupements/associations de 20 membres. Quelque 2 600 ménages (soit 15 300 personnes) devraient bénéficier directement du projet tandis qu'un groupe secondaire plus important pourrait profiter des retombées en termes de possibilités d'emploi et de création de petites entreprises.

Montant du prêt: 11,9 millions de DTS (approximativement 15,0 millions de USD) à des conditions intermédiaires.

Coût total du projet: Estimé à 116,5 millions de USD, dont 35,2 millions seront apportés par la Banque africaine de développement (BAfD), 8,3 millions par la Banque arabe pour le développement économique en Afrique, 7,2 millions par la Banque de développement de l'Afrique australe, 11,0 millions par la Commission européenne, 19,6 millions par des financeurs (à déterminer), 15,4 millions par le gouvernement et 4,9 millions par les bénéficiaires.

Institution coopérante: UNOPS.

RÉPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE
Programme de développement des systèmes de commercialisation des produits agricoles

L'objectif global de ce programme de sept ans, dû à l'initiative du FIDA, est d'améliorer les revenus et la sécurité alimentaire des ruraux pauvres vivant dans les zones de commercialisation du nord et du sud de la République-Unie de Tanzanie. Le programme vise plus spécifiquement à: i) améliorer les politiques de commercialisation entrant en ligne de compte; ii) renforcer les pouvoirs des groupes cibles en leur donnant des moyens financiers et en les aidant à s'organiser; et iii) donner aux groupes cibles la capacité de prendre en charge et d'exploiter le système de commercialisation et de participer activement à tous les processus de prise de décision. Les groupes cibles, des petits producteurs essentiellement, sont issus de la catégorie la plus pauvre de la population rurale.

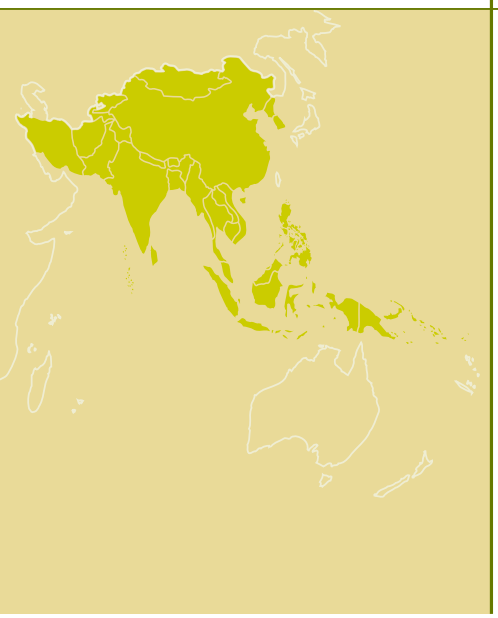
Montant du prêt: 13,0 millions de DTS (approximativement 16,3 millions de USD) à des conditions particulièrement favorables.

Coût total du programme: Estimé à 42,3 millions de USD, dont 14,5 millions seront apportés par la BAfD, 1,1 million par l'Irlande, 4,5 millions par des financeurs (à déterminer), 4,2 millions par le gouvernement, 1,2 million par le gouvernement local et 514 000 USD par les bénéficiaires.

Institution coopérante: UNOPS.

> Résumé de l'aide financière du FIDA dans la région

En 2001, six projets ont été approuvés dans la région de l'Afrique orientale et australe et six ont été achevés. Les nouveaux projets concernent l'Éthiopie, le Malawi, le Mozambique, le Rwanda, le Swaziland et la République-Unie de Tanzanie, pour un montant total de 100,5 millions de USD. Fin 2001, le FIDA finançait donc 41 projets en cours dans 18 pays emprunteurs, pour une valeur de 504,9 millions de USD, le solde de 585,2 millions de USD étant financé par d'autres sources extérieures, les gouvernements emprunteurs et les bénéficiaires. Les principaux partenaires de cofinancement dans la région sont le FAfD, la Belgique/FBS, le Fonds de l'OPEP, les États-Unis/USAID et la Banque mondiale/IDA. Les institutions coopérantes du Fonds dans la région sont la BAfD, l'UNOPS et la Banque mondiale.



> Asie et Pacifique

Afghanistan Bangladesh Bhoutan Cambodge Chine Cook, Îles Corée, République de Corée, R.P.D. de Fidji Inde Indonésie Iran Kazakhstan Kirghizistan Laos Malaisie Maldives Mongolie Myanmar Népal Pakistan Papouasie-Nouvelle-Guinée Philippines Samoa Salomon, Îles Sri Lanka Tadjikistan Thaïlande Tonga Viet Nam

BANGLADESH

Projet de gestion communautaire des ressources dans le Sunamganj

L'objectif principal de ce projet de 11 ans, dû à l'initiative du FIDA, est d'améliorer les revenus des ménages pauvres dont les moyens d'existence sont particulièrement précaires. Dans cette perspective, le projet va: i) financer une ligne de crédit pour les activités lucratives agricoles et non agricoles; ii) faciliter l'accès aux ressources naturelles et favoriser la conservation de la base de ressources; et iii) créer des emplois par le biais de l'amélioration des infrastructures, laquelle nécessite beaucoup de main-d'œuvre. Il encourage, en outre, le développement d'un cadre institutionnel durable avec la création simultanée d'institutions implantées localement et d'une institution nationale reproduisant l'approche du projet. Le groupe cible se compose de ménages de paysans sans terre, de groupes marginaux et de petits agriculteurs, ainsi que de femmes, soit 246 000 ménages ruraux environ (ou encore 86% de tous les ménages de la zone du projet). Quelque 135 000 ménages, dirigés indistinctement par un homme ou une femme, devraient bénéficier directement du projet.

Montant du prêt: 17,6 millions de DTS (approximativement 22,0 millions de USD) à des conditions particulièrement favorables au titre du MFF.

Coût total du projet: Estimé à 34,3 millions de USD, dont 7,5 millions seront apportés par des financeurs (à déterminer), 4,5 millions par le gouvernement et 303 000 USD par les bénéficiaires.

Institution coopérante: UNOPS.

INDE

Projet visant à assurer les moyens de subsistance des ménages ruraux touchés par le séisme dans l'État du Gujarat

En réponse au Gouvernement de l'Inde qui avait demandé une intervention pour atténuer les conséquences de la catastrophe dans les zones touchées par le tremblement de terre de Gujarat en janvier 2001, ce projet de sept ans, dû à l'initiative du FIDA, vise à assurer des moyens d'existence moins précaires aux ménages économiquement vulnérables – vivant dans un environnement naturel hostile, exposé aux catastrophes et dont la fragilité ne cesse de s'accentuer – et à renforcer leur capacité de faire face aux crises futures. Les objectifs du projet sont les suivants: i) renforcer les capacités des communautés en faisant la promotion des institutions communautaires, fondées sur la volonté de leurs membres de se regrouper, et en les consolidant; ii) protéger et diversifier les possibilités d'activités de subsistance; et iii) développer des mécanismes permettant aux ménages de résister aux futures crises. Le projet est destiné en priorité aux groupes socialement désavantagés tels que les castes et tribus énumérées, les minorités religieuses et autres catégories désavantagées, et plus spécifiquement, dans ces groupes, aux ménages dirigés légalement ou effectivement par une femme, aux paysans sans terre et aux autres catégories vulnérables.

Montant du prêt: 11,7 millions de DTS (approximativement 15,0 millions de USD) à des conditions particulièrement favorables.

Coût total du projet: Estimé à 24,0 millions de USD, dont 4,9 millions seront apportés par le PAM, 1,7 million par les ONG locales, 1,7 million par le gouvernement et 701 000 USD par les bénéficiaires.

Institution coopérante: UNOPS.

NÉPAL

Projet de réduction de la pauvreté dans les hautes terres de l'Ouest

L'objectif principal de ce projet de 11 ans, dû à l'initiative du FIDA et exécuté au titre du Mécanisme flexible de financement, est de faire en sorte que les moyens de subsistance des pauvres et des personnes socialement désavantagées vivant sur les hautes terres de l'ouest et du centre-ouest du Népal résistent mieux à l'adversité, et de défendre le droit essentiel de ces populations à la dignité humaine. L'objectif principal est de renforcer la capacité des pauvres et des groupes socialement désavantagés de mobiliser leurs propres ressources (humaines, naturelles, physiques et financières), d'accéder aux ressources externes, et de rétablir la justice sociale. L'objectif secondaire, qui vient conforter le premier, est de créer des institutions locales qui seront fédérées à terme aux niveaux des comités de développement villageois et des comités de développement de district. Les groupes cibles prioritaires sont les femmes, les *dalits* (castes désavantagées), les ménages sans terre ou presque sans terre et les autres groupes minoritaires.

Montant du prêt: 15,6 millions de DTS (approximativement 19,9 millions de USD) à des conditions particulièrement favorables.

Coût total du projet: Estimé à 32,6 millions de USD, dont 4,0 millions seront apportés par le PAM, 360 000 USD par un don du FIDA, 36 000 USD par le secteur privé local, 5,9 millions par le gouvernement national, 2,2 millions par les gouvernements locaux et 78 000 USD par les bénéficiaires.

Institution coopérante: UNOPS.

PAKISTAN
Projet de mise en valeur des zones barani dans la province frontière du nord-ouest

Montant du prêt: 11,2 millions de DTS (approximativement 14,5 millions de USD) à des conditions particulièrement favorables.

Coût total du projet: Estimé à 98,7 millions de USD, dont 52,0 millions seront apportés par la BAsD, 1,2 million par des institutions financières nationales, 20,1 millions par le gouvernement et 10,9 millions par les bénéficiaires.

Institution coopérante: BAsD.

Les principaux objectifs de ce projet de sept ans, dû à l'initiative de la Banque asiatique de développement, sont de réduire la pauvreté qui sévit dans les zones reculées, en particulier parmi les petits agriculteurs et les paysans sans terre, et d'améliorer la situation des femmes rurales. Dans ces zones traditionnellement conservatrices, les femmes paient un lourd tribut à la pauvreté parce qu'elles sont au plus bas de l'échelle sociale, ont un accès limité aux activités économiques et aux services sociaux et peuvent difficilement prétendre à la propriété de moyens de production tels que les terres ou les capitaux. Leurs niveaux d'instruction et de santé sont parmi les plus bas de la province. Plus spécifiquement, le projet vise à: i) améliorer les pratiques d'agriculture et de gestion des ressources naturelles; ii) développer les infrastructures communautaires pour accroître la valeur et/ou réduire les coûts des activités villageoises; et iii) améliorer les possibilités d'activités rémunératrices et ouvrir de nouvelles perspectives dans les zones rurales, notamment au moyen de mesures spécifiques propres à faciliter l'accès des femmes aux ressources sociales et économiques. Le projet couvre 832 villages situés dans neuf districts et une agence fédérale, touchant directement 83 000 ménages environ et profitant aux petits agriculteurs, aux ouvriers agricoles sans terre, aux fermiers, aux métayers et aux personnes exerçant des activités rurales hors exploitations.

PHILIPPINES
Projet de promotion des initiatives communautaires et de gestion des ressources dans le nord de Mindanao

Montant du prêt: 11, 6 millions de DTS (approximativement 14,8 millions de USD) à des conditions particulièrement favorables.

Coût total du projet: Estimé à 21,6 millions de USD, dont 3,0 millions seront apportés par le gouvernement national, 2,2 millions par les gouvernements locaux, et 1,5 million par les bénéficiaires.

Institution coopérante: UNOPS.

L'objectif global de ce projet de six ans, dû à l'initiative du FIDA, est de réduire la vulnérabilité et d'améliorer la sécurité alimentaire de quelque 58 500 ménages à bas revenus (soit 310 000 personnes), notamment les populations indigènes, les familles marginales de pêcheurs, les bénéficiaires des réformes agraires, les paysans sans terre, les habitants des hautes terres et les femmes. Pour le réaliser, le projet va: i) consolider et promouvoir les institutions communautaires, les rendre autonomes et aptes à entreprendre leurs propres activités de développement; ii) promouvoir la conservation et l'amélioration de la base de ressources naturelles; iii) développer les infrastructures rurales; iv) encourager la représentation des populations indigènes dans les conseils locaux et l'octroi de titres de propriété pour les terres et domaines ancestraux; et v) inciter les unités administratives locales et les autres prestataires de services à être davantage en prise sur les divers besoins des institutions communautaires.

VIET NAM
Projet de diversification des revenus ruraux dans la province de Tuyen Quang

Les objectifs principaux de ce projet de six ans, dû à l'initiative du FIDA, sont les suivants: i) améliorer la situation socioéconomique des ménages pauvres vivant dans les hautes terres, en particulier les minorités ethniques et les femmes, en leur donnant la capacité de participer aux processus de décision et en veillant à ce que leur voix soit entendue; ii) améliorer la sécurité alimentaire; iii) promouvoir la diversification des activités rémunératrices rurales, et iv) encourager l'utilisation durable des ressources naturelles. Le projet cible les 66 communes les plus pauvres de la province, soit 936 villages et 49 000 ménages.

Montant du prêt: 16,4 millions de DTS (approximativement 20,9 millions de USD) à des conditions particulièrement favorables.

Coût total du projet: Estimé à 30,4 millions de USD, dont 5,0 millions seront apportés par l'Agence suédoise d'aide au développement international, 2,7 millions par le gouvernement et 1,8 million par les bénéficiaires.

Institution coopérante: UNOPS.

> Résumé de l'aide financière du FIDA dans la région

En 2001, six nouveaux projets ont été approuvés dans la région de l'Asie et Pacifique et six ont été achevés. Les nouveaux projets concernent le Bangladesh, l'Inde, le Népal, le Pakistan, les Philippines et le Viet Nam pour un montant total de 107,1 millions de USD. Fin 2001, le FIDA finançait 49 projets en cours dans 17 pays emprunteurs pour un montant total de 778,8 millions de USD, tandis que le complément de 1 036,4 millions de USD provenait d'autres sources extérieures, des gouvernements emprunteurs et des bénéficiaires. Les principaux partenaires de cofinancement dans la région sont notamment la BAsD, le Japon, le Programme des Nations Unies pour le développement, le PAM et la Banque mondiale/IDA. Les institutions coopérantes sont la BAsD, l'UNOPS et la Banque mondiale.

> Amérique latine et Caraïbes

Antigua et Barbuda Argentine Barbade Belize Bolivie Brésil Chili Colombie Costa Rica Cuba Dominique Équateur Grenade Guatemala Guyana Haïti Honduras Jamaïque Mexique Nicaragua Panama Paraguay Pérou République dominicaine Saint-Christophe-et-Nevis Sainte-Lucie Saint-Vincent-et-les Grenadines Salvador, El Suriname Trinité-et-Tobago Uruguay Venezuela

EL SALVADOR

Programme de reconstruction et de modernisation rurale

Montant du prêt: 15,7 millions de DTS (approximativement 20,0 millions de USD) à des conditions particulièrement favorables.

Coût total du programme: Estimé à 30,5 millions de USD, dont 4,5 millions seront apportés par le gouvernement, 5,4 millions par le secteur privé local et 612 000 USD par les bénéficiaires.

Institution coopérante: UNOPS.

L'objectif général de ce programme de six ans, dû à l'initiative du FIDA, est l'amélioration des conditions économiques et sociales des familles rurales vivant dans les départements de l'ouest et du centre d'El Salvador. Les objectifs spécifiques sont les suivants: i) renforcer les filières commerciales et les possibilités de gains de la population cible en améliorant la productivité des exploitations agricoles et des micro-entreprises; ii) donner aux jeunes des zones rurales des compétences facilitant leur entrée sur le marché rural/urbain de l'emploi; iii) renforcer le capital humain et social, et consolider les organisations d'agriculteurs et de micro-entrepreneurs; iv) promouvoir une approche garantissant une représentation équilibrée des hommes et des femmes; et v) renforcer le cadre institutionnel public contribuant à la réduction de la pauvreté et au développement rural et agricole. Le nombre de bénéficiaires directs du programme s'élève à quelque 40 000 personnes (25 000 adultes et 15 000 jeunes – femmes et hommes – de 14 à 21 ans). Ils auront la possibilité d'accéder aux fonds de reconstruction et de modernisation rurale destinés à appuyer la petite production animale et végétale, les petites activités commerciales, les micro-entreprises et la formation professionnelle. Cinquante mille autres personnes bénéficieront indirectement du projet en jouissant des routes rurales, des ponts, des écoles et des centres de santé remis en état.

GRENADE
Projet de promotion des entreprises rurales

L'objectif de ce projet de six ans, dû à l'initiative du FIDA et conçu pour appuyer la volonté du gouvernement d'éradiquer à long terme la pauvreté, est de réduire la pauvreté rurale d'une manière durable et respectueuse de l'équité entre les sexes. Dans cette perspective, le projet offrira aux ménages ruraux une chance d'améliorer leurs revenus en les aidant à identifier les possibilités d'activités économiques et à en tirer parti. Ses objectifs sont les suivants: i) diversifier, améliorer et appuyer les activités rémunératrices des bénéficiaires; ii) renforcer les capacités des communautés rurales et leur donner confiance en elles-mêmes; iii) inciter les prestataires de services ruraux à répondre aux besoins des communautés; iv) promouvoir des activités de production et de transformation rentables et durables au plan environnemental; et v) relancer le secteur et les filières commerciales. Le projet profite directement à 12 000 personnes vivant en dessous du seuil de la pauvreté, et 6 000 autres ruraux pauvres devraient bénéficier indirectement des activités du projet.

Montant du prêt: 3,3 millions de DTS (approximativement 4,2 millions de USD) à des conditions intermédiaires.

Coût total du projet: Estimé à 7,7 millions de USD, dont 2,2 millions seront apportés par la BDC, 1,0 million par le gouvernement et 234 000 USD par les bénéficiaires.

Institution coopérante: BDC.

HONDURAS
Programme national de développement local (PRONADEL)

Ce programme de six ans, dû à l'initiative du FIDA, est exécuté dans le cadre du programme national de développement rural durable (PRONADERS). Son objectif global est d'assurer un accès équitable des communautés rurales pauvres aux investissements ruraux, aux activités productives et aux services techniques, ce qui devrait améliorer la sécurité alimentaire et les niveaux de revenus et d'emploi et favoriser la gestion durable des ressources naturelles. Les objectifs spécifiques sont les suivants: i) renforcer la capacité des organisations et des institutions locales de prendre en compte les besoins en développement et d'entreprendre de manière autonome des initiatives de développement; ii) améliorer la qualité des services locaux privés de développement rural tout en élargissant leur champ d'action géographique; iii) appuyer financièrement l'exécution des initiatives locales qui favorisent le développement à long terme tout en contribuant aux actions de reconstruction entreprises actuellement par le pays; iv) renforcer les services financiers fondés sur l'épargne et le crédit, dans les zones rurales; et v) établir une unité de gestion de programme efficace. Le programme profitera directement à quelque 15 000 ménages ruraux et à 1 000 micro-entreprises, ce qui représente un total de 96 000 personnes environ: des petits agriculteurs, des paysans sans terre, des populations indigènes de quatre groupes ethniques distincts et au moins 30% de femmes rurales.

Montant du prêt: 15,5 millions de DTS (approximativement 20,0 millions de USD) à des conditions particulièrement favorables.

Coût total du programme: Estimé à 31,3 millions de USD, dont 5,0 millions seront apportés par la BCIE, 2,0 millions par le FEM, 1,3 million par le gouvernement et 3,0 millions par les bénéficiaires.

Institution coopérante: BCIE.

PANAMA

Projet de développement rural durable du territoire Ngöbe-Buglé et des districts limitrophes

Montant du prêt: 19,4 millions de DTS (approximativement 25,0 millions de USD) à des conditions ordinaires.

Coût total du projet: Estimé à 33,0 millions de USD, dont 6,0 millions seront apportés par le gouvernement et 2,0 millions par les bénéficiaires.

Institution coopérante: SAD.

L'objectif global de ce projet de huit ans, dû à l'initiative du FIDA, est l'amélioration durable des conditions économiques et sociales des communautés Ngöbe-Buglé et des petits agriculteurs pauvres des provinces occidentales de Panama. Les objectifs spécifiques sont les suivants: i) développer les ressources humaines par des actions d'éducation et de formation; ii) renforcer les liens des communautés indigènes et des petits agriculteurs pauvres avec le secteur productif, le marché et le marché de l'emploi; iii) promouvoir l'utilisation rationnelle et la conservation des ressources naturelles locales; iv) encourager une approche des activités du projet respectueuse de l'équilibre entre les sexes; et v) améliorer le cadre institutionnel public dans les *comarcas* (territoires indigènes) et renforcer ses capacités en matière de lutte contre la pauvreté et de développement rural dans les zones indigènes. Le nombre de bénéficiaires directs est estimé à 30 000 (dont 21 800 Ngöbe-Buglé et 8 200 ruraux pauvres non indigènes). Les bénéficiaires indirects (36 000) sont notamment les habitants des zones dans lesquelles le projet construira des routes rurales et des petits ponts, et réalisera des travaux de conservation de l'environnement.

> Résumé de l'aide financière du FIDA dans la région

En 2001, quatre projets ont été approuvés dans la région Amérique latine et Caraïbes et quatre ont été achevés. Les nouveaux projets concernent El Salvador, la Grenade, le Honduras, et le Panama pour un montant total de 69,2 millions de USD. Fin 2001, le FIDA finançait donc au total 40 projets en cours dans 23 pays emprunteurs pour un montant total de 524,4 millions de USD, le solde de 468,1 millions de USD étant couvert par d'autres sources extérieures, les gouvernements emprunteurs et les bénéficiaires. Ses principaux partenaires de cofinancement dans la région sont notamment: l'Union européenne, la BID, le Fonds de l'OPEP, le groupe de la Banque mondiale et la BCIE. Les institutions coopérantes du Fonds dans la région sont la BCIE, la SAD, la BDC, l'UNOPS et la Banque mondiale.

> Proche-Orient et Afrique du Nord

Albanie Algérie Arabie saoudite Arménie Azerbaïdjan Bosnie-Herzégovine Chypre Croatie Djibouti Égypte Émirats arabes unis Géorgie Iraq Israël Jordanie Koweït Liban Libye, Jamahiriya arabe libyenne Macédoine, ex-République yougoslave de Malte Maroc Oman Qatar Moldova, République de Roumanie Somalie Soudan Syrie Tunisie Turquie Yémen

ALGÉRIE

Projet pilote de développement de l'agriculture de montagne dans le bassin versant de l'oued Saf-Saf

L'objectif global de ce projet de sept ans, dû à l'initiative du FIDA, est de contribuer au développement socioéconomique durable des populations rurales désavantagées des zones montagneuses des *wilayas* (provinces) de Skikda et de Constantine. Les objectifs de développement spécifiques sont les suivants: i) améliorer la participation des organisations locales à l'exécution du projet; ii) accroître la valeur des produits de l'agriculture et de l'élevage et faciliter leur commercialisation; iii) régénérer, protéger et gérer de manière rationnelle les ressources naturelles; iv) améliorer l'accès des agriculteurs aux programmes d'aide nationaux en cours d'exécution et aux systèmes financiers ruraux, en appuyant la création de services financiers locaux rattachés au système de crédit mutuel promu par la nouvelle stratégie des pouvoirs publics; v) améliorer et diversifier les revenus par le biais du développement d'activités profitant plus particulièrement aux femmes et aux jeunes; et vi) faciliter l'accès des communautés rurales les plus pauvres à l'approvisionnement en eau pour la consommation des ménages et aux routes rurales. Le groupe cible du projet compte approximativement 3 600 des ménages les plus vulnérables et marginalisés des 23 600 habitants de la zone.

Montant du prêt: 9,7 millions de DTS (approximativement 12,5 millions de USD) à des conditions intermédiaires.

Coût total du projet: Estimé à 24,1 millions de USD, dont 10,4 millions seront apportés par le gouvernement national et 1,2 million par les bénéficiaires.

Institution coopérante: UNOPS.

ARMÉNIE
Projet de services agricoles

Montant du prêt: 12,4 millions de DTS (approximativement 15,5 millions de USD) à des conditions particulièrement favorables.

Coût total du projet: Estimé à 20,4 millions de USD, dont 2,4 millions seront apportés par le gouvernement national, 612 000 USD par les ONG locales, 1,0 million par d'autres cofinanceurs nationaux et 793 000 USD par les bénéficiaires.

Institution coopérante: UNOPS.

Ce projet de quatre ans, dû à l'initiative du FIDA, alloue des ressources au développement rural et agricole afin d'accélérer l'amélioration des conditions de vie et des revenus des ménages du groupe cible. Dans cette perspective, il intervient dans les domaines suivants: i) intensification des cultures; ii) promotion du développement de l'irrigation (en appuyant, notamment, les associations d'irrigants existantes et en en créant de nouvelles); et iii) finance rurale. Le projet couvre huit des provinces les plus désavantagées du pays, et le groupe cible se compose de ménages de petits agriculteurs (dont les exploitations ont une surface de 1,3 ha environ). Les mesures concernant la gestion participative de l'irrigation et la multiplication des semences sont de portée nationale. Les femmes bénéficient du projet par le biais de leur participation aux associations d'irrigants, un accès facilité au crédit et une petite sous-composante de microfinance.

BOSNIE-HERZÉGOVINE
Projet de développement de l'élevage et du financement rural

Montant du prêt: 9,6 millions de DTS (approximativement 12,0 millions de USD) à des conditions particulièrement favorables.

Coût total du projet: Estimé à 25,5 millions de USD, dont 5,0 millions seront apportés par le Fonds de l'OPEP, 5,6 millions par le gouvernement et 2,9 millions par les bénéficiaires.

Institution coopérante: UNOPS.

L'objectif global de ce projet de six ans, dû à l'initiative du FIDA, est de mettre au point un modèle reproductible de petit élevage commercial viable. Le projet vise à: i) appuyer le développement de l'élevage en fournissant du crédit aux ménages de petits agriculteurs et à toute personne désirant agrandir son élevage ou se lancer dans la production animale; ii) favoriser l'accès des agriculteurs aux services d'appui appropriés; iii) développer et améliorer les liens avec le marché, en particulier dans le domaine de la commercialisation des produits laitiers; iv) développer des possibilités complémentaires/substitutives d'activités rémunératrices et favoriser les liaisons en amont et en aval pour les éleveurs; et v) reconstruire et/ou remettre en état les infrastructures indispensables à la création d'un environnement propice au retour des personnes déplacées et à leur reprise d'activités économiques. Les activités du projet débuteront dans les zones d'élevage traditionnelles des deux sous-entités nationales – la Fédération de la Bosnie-Herzégovine et la Republika Srpska (la République serbe). Le groupe cible se compose de petits agriculteurs des populations résidentes et rapatriées, y compris d'anciens emprunteurs du FIDA vivant dans la zone du projet. Des efforts tout particuliers seront faits pour que les femmes soient pleinement associées aux actions, notamment celles qui dirigent un ménage comme conséquence de la guerre. Le projet devrait avoir un impact positif sur les revenus et la qualité de la vie de quelque 21 000 ménages (soit 84 000 personnes environ).

LIBAN
Programme de financement rural coopératif

L'objectif global de ce projet de dix ans, dû à l'initiative du FIDA, est de réduire la pauvreté rurale en améliorant les revenus des ménages. Dans cette perspective, le programme appuie le développement de services de financement rural avec: i) l'élaboration d'un environnement propice, notamment des cadres juridiques et réglementaires favorisant la croissance et l'expansion des institutions financières rurales; et ii) un appui à la création et au développement d'un cadre coopératif dynamique et viable permettant aux ménages ruraux à bas revenus d'accéder aux services de financement et d'appui. Le groupe cible compte 250 000 personnes environ dans quelque 50 000 ménages, en particulier des petits agriculteurs, des paysans sans terre, des femmes rurales, des pêcheurs, qui sont, ou qui seront, membres de coopératives rurales de producteurs ou de caisses coopératives rurales d'épargne et de crédit.

Montant du prêt: 10,3 millions de DTS (approximativement 12,8 millions de USD) à des conditions ordinaires au titre du MFF.

Coût total du programme: Estimé à 37,3 millions de USD, dont 2,6 millions seront apportés par le gouvernement national, 16,5 millions par des institutions financières nationales, 1,1 million par d'autres cofinanceurs nationaux et 4,3 millions à déterminer.

Institution coopérante: à déterminer.

> Résumé de l'aide financière du FIDA dans la région

En 2001, quatre projets ont été approuvés dans la région Proche-Orient, Afrique du Nord et en Europe centrale et orientale et les nouveaux États indépendants de l'ex-Union soviétique et sept ont été achevés. Les nouveaux projets concernent l'Algérie, l'Arménie, la Bosnie-Herzégovine, et le Liban, pour un montant total de 52,8 millions de USD. Fin 2001, le FIDA finançait donc au total 36 projets en cours dans 16 pays emprunteurs et à Gaza et en Cisjordanie pour un montant total de 480,8 millions de USD, le solde de 828,1 millions de USD étant couvert par des sources extérieures, les gouvernements emprunteurs et les bénéficiaires. Les principaux partenaires du cofinancement dans la région sont le FADES, la France, la Banque islamique de développement et le groupe de la Banque mondiale. Les institutions coopérant avec le Fonds dans la région sont le FADES, l'UNOPS et la Banque mondiale.

Résumé des dons 2001

Ces dernières années, les dons du FIDA à la recherche ont privilégié l'amélioration des partenariats dans les programmes de recherche adaptative pour renforcer leur impact sur le développement.

Afin de maximiser les effets des dons sur la réduction de la pauvreté, leur octroi est subordonné aux critères suivants: nette focalisation sur la lutte contre la pauvreté, corrélations avec des initiatives de réduction de la pauvreté financées par le FIDA, renforcement des capacités technologiques et institutionnelles correspondant aux besoins des ruraux pauvres, partenariat et complémentarité avec le portefeuille de prêts du Fonds. Tous les dons approuvés en 2001 ont été retenus dans le cadre d'un processus sélectif satisfaisant ces critères.

Le FIDA a consenti des dons pour appuyer quatre programmes de recherche agricole menés par des centres bénéficiant du soutien du GCRAI:

- un don de 1,4 million de USD a été octroyé à l'Institut international des ressources phytogénétiques (IPGRI), pour le programme visant à accroître la contribution d'espèces négligées et sous-exploitées à la sécurité alimentaire et aux revenus des ruraux pauvres;
- un don de 650 000 USD a été octroyé au Centre international d'aménagement des ressources aquatiques (ICLARM), pour le programme à assise communautaire de gestion des pêches en Asie du Sud et du Sud-Est;
- un don de 1,4 million de USD a été octroyé au Centre international pour la recherche en agroforesterie (CIRAF), pour un programme de mise au point de mécanismes pour rémunérer les populations pauvres des Hautes terres d'Asie en échange des services environnementaux qu'ils fournissent; et
- un don de 1,3 million de USD a été octroyé à l'Institut international de recherche sur les cultures des zones tropicales semi-arides (ICRISAT), pour le programme associant les agriculteurs à l'amélioration de la culture irriguée des légumineuses en Asie. Ce programme de gestion intégrée des cultures, basé sur la recherche participative menée en collaboration avec les agriculteurs, porte sur les ravageurs des cultures et les pratiques de gestion des sols et des éléments nutritifs dans les systèmes de production de légumineuses non irriguée en Asie.

Le FIDA a également consenti des dons pour appuyer deux programmes de recherche agricole menés par des centres ne bénéficiant pas de l'appui du GCRAI:

- un don de 1,6 million de USD a été octroyé au Centre international de hautes études agronomiques méditerranéennes (CIHEAM) pour le programme de recherche-action sur la définition et l'expérimentation de méthodes pour l'introduction efficace de la gestion participative de l'irrigation. Le programme portera sur les besoins identifiés dans les projets d'irrigation actuellement en cours d'exécution, financés par le FIDA. Compte tenu des enseignements tirés de l'expérience internationale, le programme interviendra dans quatre pays du Proche-Orient et de l'Afrique du nord pour inciter les utilisateurs d'eau à s'organiser au sein de véritables associations d'irrigants, en partenariat avec les organismes publiques; et
- un don de 1,4 million de USD a été octroyé au Centre international de développement des engrais (IFDC) pour la mise au point de stratégies de gestion intégrées et durables de la fertilité des sols dans les petites exploitations d'Afrique subsaharienne.

Le FIDA a consenti quatre dons pendant l'année pour la formation et le renforcement des capacités:

- un don de 1,2 million de USD a été octroyé au Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS) pour la plate-forme (hub) de développement

rural et de sécurité alimentaire pour l'Afrique occidentale et centrale – Un outil pour réduire la pauvreté rurale. L'objectif à long terme est l'établissement dans la région d'un instrument stratégique facilitant les interventions dans les domaines de la réduction de la pauvreté, de la sécurité alimentaire et du développement rural;

- un don de 753 000 USD a été octroyé à l'Unité régionale d'assistance technique pour les Caraïbes (CARUTA) pour appuyer les actions de développement rural et de réduction de la pauvreté dans la sous-région des Caraïbes orientales. CARUTA est conçue pour fournir des services d'assistance technique à la Dominique, Grenade, le Guyana, la Jamaïque, Saint-Christophe-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les-Grenadines et Trinidad-et-Tobago, et elle échangera les enseignements tirés avec d'autres programmes régionaux;
- un don de 750 000 USD a été octroyé à l'Unité régionale d'assistance technique (RUTA) pour le programme d'appui aux services financiers ruraux (SERFIRURAL) au Belize, au Costa Rica, au Salvador, au Guatemala, au Honduras, au Mexique, au Nicaragua et au Panama, afin d'améliorer la performance des prestataires de services financiers; et
- un don de 500 000 USD a été octroyé à la Coalition populaire pour éliminer la faim et la pauvreté pour renforcer la capacité des ruraux pauvres d'accéder durablement aux moyens de production. Le don sert à cofinancer les activités novatrices au niveau des pays du Mécanisme de potentialisation des communautés, activités visant à renforcer la capacité des communautés rurales pauvres d'accéder durablement à la terre, à l'eau, aux autres ressources naturelles et aux services d'appui associés;

ainsi que deux dons en faveur de la recherche et de la formation agricoles accordés à des centres internationaux bénéficiant du soutien du GCRAI:

- un don de 1,1 million de USD au Centre international de recherche agricole dans les zones arides (ICARDA), pour financer un programme visant à favoriser l'adoption de technologies peu coûteuses applicables au blé dur. Cet objectif sera réalisé en améliorant et en stabilisant la productivité du blé dur et en améliorant les bénéfices économiques des petits exploitants, en particulier des femmes, dans les systèmes de production non irrigués du Proche-orient et de l'Afrique du nord; et
- un don de 1,2 million de USD à l'Institut international de recherche sur le bétail (ILRI) et au Centre international sur la physiologie et l'écologie des insectes (ICIPE), pour un programme visant à renforcer la diffusion des nouvelles techniques de lutte contre la mouche tsé-tsé afin d'améliorer la santé et la productivité du bétail dans les communautés autochtones de petits éleveurs d'Afrique subsaharienne;

et deux dons en faveur de centres ne bénéficiant pas du soutien du GCRAI:

- un don de 1,0 million de USD a été accordé à l'Alliance du Sud pour les ressources indigènes (SAFIRE) pour le programme visant à promouvoir l'utilisation durable et la commercialisation des produits naturels avec l'aide de l'Association de commercialisation des produits naturels de l'Afrique australe (SANProTA). L'objectif global de ce programme est d'aider les communautés rurales pauvres à disposer de nouvelles sources de revenus grâce à l'exploitation durable des produits naturels; et
- un don de 1,2 million de USD a été consenti au Réseau africain pour le développement de l'horticulture (RADHORT) pour le programme de production et de commercialisation durables de légumes en Afrique de l'Ouest.